

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction et publicité

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél. 02/627.68.68 - Télécopie 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:
<http://www.laïcité.be>

ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Directeur: Patrice Darteville

Rédactrice en chef: Michèle Michiels

Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet

Production et administration:

Fabienne Sergoyenne

Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Darteville, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koekelenbergh, Jules Louis, André Masson, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.

Documentaliste: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

Abonnements:

Pour 10 numéros:
Belgique: 18 €, Étranger: 26 €

Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 20 €, Étranger: 32 €

par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux. Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

En couverture: photo Benelux Press
Notre dossier *Bien dans son assiette*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

Éditorial

Un avenir pour Liège et la Wallonie - Patrice Darteville 3

Dossier: Bien dans son assiette

Lassiette en pleine mutation - Michel Verlinden	4
Manipulée, mon assiette? - Philippe Coulée et Isabelle Fokan	6
Le risque zéro n'existe pas - Philippe Coulée et Isabelle Fokan	8
Obésité: vers un autre possible - Dominique Janssens	9
Fritkot - Sophie Creuz	10
Mais où sont donc passées les nourritures spirituelles? - Olivier Swingedau	11
Interdits alimentaires et modèles culturels - Jean Poirier	13

Monde

Cuba - Destination fantasmes - Eduardo Manet	16
Cuba, rebelle de la mondialisation - Gabrielle Lefèvre	18

Europe

La désunion européenne - Pascal Martin	20
La neutralité des institutions - Georges C. Liénard	22

Idées

Staline, Hitler: deux anniversaires - Jean-Marie Chauvier	23
---	----

Multimédia

À la fin de l'envoi, je touche! - Maxime Coppin	25
---	----

Société

Le fantasme de l'Agora - L'entretien de Jean Sloover avec Vincent de Coorebyter	26
Le grand retour de Radio Corbeau - Olivier Swingedau	28

Culture

Le goût du péché - Sophie Creuz	30
Non, Franz, tu n'es pas seul - Frédéric Soumois	32

Agenda

	33
--	----

La Fondation Auschwitz organise durant les vacances scolaires de Pâques (du 14 au 19 avril) son prochain voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau.

Pour des renseignements complémentaires ou demandes d'inscriptions: Fondation Auschwitz (Nadine Praet), rue des Tanneurs 65, 1000 Bruxelles. Tél: 02/512.79.98 - Fax: 02/512.58.84 - Email: fondation@auschwitz.be

«Le plaisir»

Le nouveau numéro de la revue Vivre vient de paraître

Dans le septième numéro de la revue Vivre, intitulé «Le plaisir», des auteurs d'horizons philosophiques et religieux différents explorent les multiples approches de la notion de plaisir en rapport avec la morale, la religion, la liberté de l'homme... Nié par certains courants de pensée, sublimé par d'autres, le plaisir est immanquablement au centre du questionnement humain.

Abonnement annuel (4 numéros)

Belgique: 17,35 € - Union européenne: 19, 83 €

Suisse 22,32 € - Autres pays: sur demande.

À virer au compte 210-0624799-74 du Centre d'Action Laïque avec la mention «abonnement Vivre».

Un avenir pour Liège et la Wallonie

Le 24 janvier 2003, le conseil d'administration d'Arcelor a décidé d'un plan à long terme global qui passe par des fermetures d'usines importantes à Liège, Brême et Florange.

Ceci implique la suppression de plusieurs milliers d'emplois directs ou indirects rien que pour l'ex-Cockerill liégeois et un cortège de souffrances sociales et individuelles.

La prospérité et la modernité se sont pas des traditions si anciennes en Wallonie: tout le bonheur -quoi qu'en dise- est arrivé avec la révolution industrielle qui a fait d'une région d'Europe pauvre et marginale un leader du progrès mondial. Les lumières des hauts fourneaux ont fini par nous griser.

Deux siècles de labeur et de tradition y ont créé autre chose qu'un cadre et une atmosphère: une éthique des personnes et une forme d'organisation sociale qui ont structuré les mentalités.

Cette situation matérielle et géographique et ces valeurs historiques sont depuis plusieurs décennies sur la sellette: les charbonnages ont disparu voici trente ans et plus, les fermetures se sont succédé en sidérurgie.

Si l'émoi est grand chez nous, la presse étrangère ne masque pas les faits. Dès sa création, le groupe Arcelor «se fixait comme objectif de supprimer entre 2 millions et 2,5 millions de tonnes d'acier dans son nouvel ensemble»¹.

À Liège, la brame d'acier coûte 195 euros la tonne alors que 175 est le maximum supporté par le marché européen. Tout le reste n'est que littérature et peu importe la question de la sidérurgie maritime ou continentale. Dès le 10 février, Arcelor posait sa candidature à la reprise de l'entreprise polonoise de sidérurgie Polskie Huty Stali, hypercontinentale s'il en fut. Le Parlement européen aura beau s'en indigner².

Nul ne peut songer à développer ou à maintenir la production d'acier en Europe. Si nous voulons vivre et si possible vivre aussi bien ou mieux qu'avant, il faut modifier nos productions et nos modes d'organisation en orchestrant les mutations sociales dans l'indispensable respect de ceux qui ont travaillé durement dans les industries classiques. Le souci du gouvernement wallon de reporter de quelques années une fermeture programmée pour 2005-2006 est à cet égard bien compréhensible mais implique qu'on accepte l'essentiel, c'est-à-dire la fin de la sidérurgie à Liège.

Le rôle des pouvoirs publics

Le fond du problème remonte au désengagement du capitalisme privé -et spécialement celui de l'ex-Société Générale- de l'industrie wallonne depuis une cinquantaine d'années. Rien ne change fondamentalement en fait de capitaux privés, toujours aux abonnés absents. À travers ses gouvernements successifs depuis vingt ans, la Région wallonne doit assumer des charges industrielles qui excèdent de beaucoup celles des autres États ou Régions d'Europe. En vendant Cockerill en 1997 pour 645 millions d'euros et 4,25 % des actions d'Arcelor, la Région wallonne a voulu s'intégrer dans

l'avenir sidérurgique européen. Elle doit maintenant s'employer à ne pas tout perdre, à faire respecter le contrat et à exiger à juste titre les 20 millions d'euros de dédommagement promis par Arcelor en cas de rupture de contrat.

Peut-être comme à Tubize et à La Louvière, un outsider verra-t-il les choses autrement. Encore faut-il qu'Arcelor ne s'y oppose pas³.

Les travailleurs liégeois ne peuvent plus compter que sur les pouvoirs publics. La Région wallonne ne peut refuser ce rôle mais les règles de la concurrence européenne ne lui permettront pas d'aller bien loin. Il faut enregistrer que nous sommes ici à des années-lumière du trop-plein de capitaux privés que l'on nous fait habituellement miroiter. Ici aussi entre l'univers américain ou même purement californien -lui-même idéalisé- et le nôtre, l'écart est considérable et le combler par des images ou des slogans publicitaires conduit à des frustrations et à des comportements irrationnels.

Forger l'avenir

Mais la raison elle-même commande à tous d'oeuvrer prioritairement à la création et au développement des entreprises porteuses de projets du XXI^e siècle⁴. Il faut organiser ceux-ci et non pas les tolérer à la marge au prix de mille réticences parce qu'ils n'entrent pas dans les structures convenues. Sans doute vaudrait-il mieux que les riverains de Bierset et de Zaventem dorment en paix mais en tout état de cause, surtout à Liège, je ne vois que guerre impitoyable vis-à-vis des rares sites qui se développent dans de bonnes conditions.

L'univers industriel d'autrefois a eu sa cohérence et son incontestable grandeur. On peut sérieusement douter qu'actuellement un modèle soit disponible pour se substituer à lui dans toute son étendue. Ni le monde, ni même l'Europe ne paraissent prêts à faire quelque cadeau à la Wallonie et à sa reconversion et l'élargissement de l'Union européenne ne facilitera sans doute en rien la tâche.

Il faut néanmoins retrouver l'esprit d'initiative qui fut celui des Wallons voici cent ou cent cinquante ans. Car seule importe ici la prospérité des Liégeois et des Wallons. Les moyens d'y parvenir peuvent changer.

Patrice Darteville

¹ Martine Orange, *Le Monde* du 23 janvier 2003.

² *Le Soir* du 14 février 2003

³ Interview de Guy Dolle, président de la direction générale d'Arcelor, dans *Le Soir* des 25 et 26 janvier 2003.

⁴ Cf. mon éditorial «Méga-fusions: la Belgique sans ses fleurons», *Espace de Libertés* n°274 (octobre 1999).

L'assiette en pleine mutation

Aujourd'hui plusieurs tendances alimentaires se partagent l'assiette. Plus ou moins répandues, chacune d'elles est en tout cas le signe d'une «évolution-révolution» profonde de notre façon de manger. La plus significative d'entre elles est sans doute ce qu'on pourrait appeler assez prétentieusement le «devenir world» de la nourriture. Sorte de mondialisation des denrées, il s'agit d'une lame de fond qui bouleverse nos habitudes alimentaires en profondeur. Il est en effet bien révolu le temps où l'on faisait figure de pionnier d'un nouveau monde quand on poussait les portes d'un restaurant chinois. Aujourd'hui, cantines tex-mex, restos thaïs, troquets portugais, sushis-bars et popotes indiennes font partie intégrante du paysage gastronomique belge. Dans le même esprit, les supermarchés, toujours prompts à saisir le ballon de la consommation au bond, se sont mis à l'heure des gammes «ethniques». On en dénombre peu qui ne proposent pas un rayon «cuisines du monde» avec assortiment d'épices tandoori, fajitas au poulet et autres ingrédients issus des cinq continents. Dans les supermarchés Delhaize, les rayons traiteur s'enrichissent chaque mois de plats préparés venus d'ailleurs. Sans discrimination: Japon, Mexique, États-Unis...

À domicile également, il est de plus en plus rare de trouver une assiette ou une table sans aliments étrangers, que ce soit la désormais classique mozzarella, le pot de tarama ou les muffins au chocolat. Pour certains, il n'y a rien de nouveau dans ces échanges et dans cette tendance des denrées à se mondialiser. Et de fait, si l'on analyse les choses, on se rend compte que chaque cuisine se nourrit depuis toujours des influences étrangères. Même la sacro-sainte cuisine française n'y déroge pas: le cassoulet, typiquement hexagonal, ne serait rien sans les haricots du Pérou; la bouillabaisse doit beaucoup au safran venu des Indes. En réalité, la nouveauté réside dans la massification du phénomène.

Autre mouvance balayant nos routines alimentaires, la *slow food* a remis le terroir à l'honneur. Créé en 1986 par Carlo Petrini, un journaliste italien, ce mouvement qui est aussi une association s'insurge contre les ravages du *fast food* et de la malbouffe. La *slow food* prône le culte des plaisirs de la table, les plats mijotés, les fruits et les légumes que l'on cueille au fil des saisons, la convivialité... Avec l'escargot comme emblème, elle fait l'éloge de la lenteur comme dernier art de vivre et de se nourrir. Cette idée simple a fait rapidement tache d'huile. Entre mondialisation du goût et écrasement des productions locales, le

© Benelux Press

Après avoir touché le fond, l'alimentation renoue petit à petit avec un horizon plus serein. C'est en tout cas ce dont témoignent les dernières mouvances qui s'emparent de la table. *Slow food*, *world food*, retour en force des produits du terroir et des plats mijotés: nous n'avons jamais autant aimé manger.

convive attendait un tel mot d'ordre: rappeler à l'industrie agroalimentaire, à tous les prestataires de service fournissant le pain quotidien et aux consommateurs oubliieux, que – pas moins que le sel et le poivre - le temps et la bonne compagnie sont des ingrédients à part entière. Pas de nourriture de qualité sans cela. Ce manifeste invite à la convivialité, à l'honnêteté de la production et à une certaine morale de la consommation. Sans dogmatisme, *slow food* recommande une vision élargie de la nourriture. L'histoire d'un plat, l'origine d'un produit, ce que l'assiette raconte sur la culture des hommes, tout cela se doit de sensibiliser les papilles du mangeur.

Après le cocooning, le nesting

Aujourd'hui, ce mouvement rebondit sous l'influence du dernier courant sociologique mis à jour: le *nesting*. Difficile de comprendre ce phénomène de *nesting*, si l'on n'a pas en tête le concept de *cocooning*. Introduit aux États-Unis en 1981 par Faith Popcorn, la papesse en matière de tendances, le terme désigne un nouveau comportement de repli sur soi adopté dans les grandes villes. Avec la chute des idéologies et le stress économique croissant, la maison devient la valeur refuge de l'individu. Il y mène, seul, en couple ou en famille, une existence paisible où le confort occupe une place prédominante. La maison devient alors le centre de toutes les attentions. Dans les années 1990, sous l'influence de l'industrie du divertissement et notamment de ce que les Américains appellent *entertainment* (un concept selon lequel aller au restaurant doit déboucher sur une véritable expérience à la fois musicale, gustative et esthétique), les consommateurs retrouvent le chemin des lieux publics, quittant ainsi la sphère privée. Au début des années 2000, Faith Popcorn lance le terme *nesting* pour désigner un nouveau type de *cocooning* adapté à la nouvelle donne sociologique. Après cette valse-hésitation entre bulle privée et lieux extérieurs, le mot évoque un nouveau retour des individus vers la maison «rassurante». Mais cette fois, pour une vision élargie de l'intérieur. Il n'est plus seulement le «nid» (*nest*, en anglais) de la cellule familiale réduite, mais un lieu que l'on décore au mieux pour y accueillir la tribu plus large de ses amis. On s'y retrouve à plusieurs autour d'un repas qui scelle une identité et une vision des choses communes. La maison reflète alors l'identité de ses propriétaires en direction de tiers. Ceux-ci la créent à leur image afin qu'elle témoigne de leurs valeurs auprès de leur amis. Tous les raffinements y sont autant d'appels à la reconnaissance. Un soin tout particulier est alors apporté au choix des mets: petits producteurs méconnus, vins nature exprimant un terroir, glaçons faits d'eau de source... En bref, le *nesting* constitue le socle idéal pour un rapport conscientisé et éthique à l'alimentation.

Parmi les mouvements significatifs, il ne faudrait pas oublier de pointer l'un des plus avant-gardistes, le *fooding*. Mis à jour à Paris par deux journalistes, Alexandre Cammas et Emmanuel Rubin, il s'agit d'un plaidoyer retentissant pour un «élargissement de la grille de lecture de la table». Loin de se contenter de ce qu'il y a sur l'assiette, le consommateur actuel souhaite que «manger fasse son sens» que ce soit chez soi ou au restaurant. «À proprement parler, explique Alexandre Cammas, ce mot est un néologisme qui, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne signifie rien en anglais. Il est une sorte de pseudo-contraction entre *food* (nourriture) et *feeling* (sentiment, sensation). Le *fooding* est un nouvel art de passer à table, une nouvelle façon de cuisiner, chez soi ou au restaurant, dans certaines dispositions d'esprit: appétit de nouveauté et de qualité, refus de l'ennui, envie de

s'amuser et de manger avec son temps, rupture avec une vision conservatrice de la gastronomie... Le *fooding* procède d'un mélange entre la gastronomie et l'air du temps. Le tout sur fond de critères à géométrie variable... Des courants comme la *world food*, l'*easy eating*, la *slow food*, la musique de table ou la *fusion food* participent du *fooding* sans pour autant le résumer».

En clair, le *fooding* est une nouvelle façon de se nourrir en mettant ses cinq sens à contribution. Manger se veut désormais une expérience totale dans laquelle le «foodeur» accorde autant d'importance au contenu de son assiette qu'à l'ambiance qui accompagne son repas. Les ingrédients, la musique, la pertinence du décor, le temps passé à manger... Tout cela fait farine au moulin du *fooding*. «C'est une façon d'élargir la grille de lecture de la table en la sortant de la pure question du goût», renchérit Alexandre Cammas.

Ce qui à première vue pourrait paraître un concept un peu surfaît plonge, quand on y regarde de près, ses racines dans un sol plus ferme. Le *fooding* est symptomatique d'une société fatiguée de manger entre peur et uniformité industrielle. Il y a dans cet esprit une aspiration profonde à retrouver du plaisir à se nourrir. En ce sens, la démarche d'Alexandre Cammas n'est pas très éloignée de celle de Gault et Millau dans les années septante. Il y a trente ans, ils inventaient la «nouvelle cuisine» pour répondre à une demande alimentaire différente. Aujourd'hui, le *fooding* ne fait pas grand-chose d'autre. Alexandre Cammas ne se gêne d'ailleurs pas pour tordre le cou à une certaine gastronomie qui, selon lui, a vécu. Il détaille: «pour moi, une institution comme le *Guide Michelin* n'a plus de pertinence. Même si je respecte leur travail qui est colossal, leur approche n'est pas celle d'une gastronomie actuelle. Un trois étoiles Michelin, ça flatte l'ego du village dans lequel il se trouve, mais ça ne répond pas à l'appétit de nouveauté que peuvent avoir les gens. Ça ne fait plus sens. Par ailleurs, il existe des restos extraordinaires, dans lesquels on peut vivre des expériences sublimes, qui n'auront jamais la moindre chance de figurer au Michelin, simplement pour cause de critères figés et éculés.»

Comme pour mieux lui donner raison, certaines grandes toques françaises, reconnues et étoilées, se sont mises à poser des gestes gastronomiques dans le sens d'une ouverture à d'autres horizons culinaires. Plusieurs d'entre eux ont marché à côté de la sacro-sainte gastronomie française. Ce qui n'est pas passé inaperçu. C'est Alain Ducasse, chef mondialement connu, qui se fend d'une glace au Malabar.

Mais il y a plus fort encore. Emmanuel Rubin, co-concepteur du *fooding* et rédacteur en chef de *L'Optimum*, souligne: «l'un des plus beaux gestes *fooding*, on le doit à Alain Passard, le chef de l'Arpège à Paris. Lui qui est considéré comme un génie par ses pairs a, suite aux problèmes de vache folle, décidé du jour au lendemain de consacrer sa carte exclusivement aux légumes. Cela ne s'est pas fait sans mal, le tollé a été énorme: il a été conspué par toute une partie de la critique. Le geste est courageux et s'inscrit totalement dans l'esprit du *fooding*. En faisant cela, il a donné davantage de sens à sa démarche gastronomique».

Michel Verlinden, journaliste, est l'auteur de *Eating Bruxelles*, paru aux Éditions Tatami.

Michel Verlinden

Manipulée, mon assiette?

Sans doute, mais aussi incontestablement plus variée. Au-delà, on se serait volontiers passé du melon en hiver, du riz au gène humain ou des «aliments».

Un folder de la grande distribution belge vantait les qualités de «truites arc-en-ciel des Dolomites pêchées dans l'Atlantique du Nord-Est».

Motif invoqué par les services sanitaires, relayant leurs homologues français: une contamination par la *Listeria*

L'alimentation est chez nous un sujet de discussion aussi quotidien que la météo. C'est aussi, comme la sexualité au temps du sida, un paradoxe permanent: l'acte de manger procure quasi autant de plaisirs que de peurs, fondées ou non. De plus en plus, ces peurs orientent une bonne part de nos réflexes nutritifs conscients ou inconscients. Et si la conscience du risque alimentaire se fait plus aiguë à l'occasion de crises répétées, la qualité de notre alimentation quotidienne est meilleure et plus répandue qu'il y a deux siècles: toutes les études le confirment.

Mais lorsqu'un problème sanitaire méconnu, ou temporairement caché, est révélé au grand jour, ses incidences sanitaires, sociologiques et économiques peuvent prendre rapidement des proportions endémiques et devenir impossibles à gérer. Cet hiver, même la «trêve des confiseurs» n'a pas été épargnée.

Sale temps pour les saumons en papillote ou fumés sur toast: au lendemain de l'euphorie gastronomique de la Saint-Sylvestre, du saumon cru et du saumon salé aux aromates, importés de France et vendus en grandes surfaces, étaient retirés des rayons dans plusieurs pays européens.

Motif invoqué par les services sanitaires, relayant leurs homologues français: une contamination par la *Listeria*

monocytogenes. Et pour prolonger la fête, ce conseil au consommateur: «Les personnes qui auraient consommé ces produits et qui présenteraient de la fièvre, avec ou sans maux de tête, sont invitées à consulter leur médecin. Ces symptômes peuvent évoquer une listérose, maladie qui peut être grave et dont les délais d'incubation peuvent aller jusqu'à 8 semaines». Hic de circonstance: le communiqué, daté du 16 janvier, parle d'un produit dont la date de péremption est le... 10 janvier. Cherchez l'erreur.

Deux mois auparavant, c'est la Commission de la Santé publique du Parlement européen qui publiait un rapport alarmant sur la pisciculture intensive -dont le saumon est la première espèce en volume- «et son recours intensif à différents produits chimiques afin de contrôler les maladies et les parasites. Même si des diminutions dans l'utilisation des antibiotiques et des organophosphates sont intervenues pour l'élevage du saumon, constate l'avis, l'utilisation d'autres produits chimiques comme, notamment, les colorants artificiels et les produits contre les mauvaises odeurs est préoccupante et requiert de stricts contrôles légaux».

La série «haro sur le salmonidé» ne s'arrête pas là. Fin janvier, c'est David Byrne, le commissaire européen en charge de la protection des consommateurs, qui part en guerre contre la canthaxanthine, pigment chimique qui donne au saumon, au poulet ou aux œufs leur couleur pseudo-appétissante. Cet additif taxé de «purement cosmétique» a pour effets secondaires, aujourd'hui scientifiquement vérifiés, une diminution de l'acuité visuelle (concentration des pigments au niveau rétinien).

Le choix de ces trois infos de saison, glanées dans des médias différents, est révélateur à plus d'un titre. Tout d'abord, elles concernent trois phases stratégiques de la chaîne de production d'un même aliment de consommation courante et épingle des dérives au stade de la production (élevage), de la transformation (additifs) et de la conservation (intoxications). Mais il y a plus: bien peu de consommateurs ont été mis au courant de ces informations peu visibles avant de composer leurs menus de fêtes. Et quand ils l'ont été, sans doute ont-ils été bien peu nombreux à se sentir concernés au point de modifier leurs habitudes en connaissance de cause.

Cet exemple est pourtant banal: au moment même où organismes de défense des consommateurs et scientifiques ameurent les décideurs politiques sur une série de pratiques industrielles aux effets mieux cernés, qu'elles concernent le poisson d'élevage, les additifs chimiques, les antibiotiques ou les pesticides, d'autres nouvelles pratiques agroalimentaires, bonnes ou mauvaises, ne cessent d'envahir notre assiette. Dernière découverte «biotech» de taille, mise sur le marché par des scientifiques néo-zélandais: la vache transgénique qui produit du lait dopé en bêta- et kappa-caséine, biologiquement modelé pour la fabrication accélérée du fromage. À terme, l'objectif est de gagner du temps, donc de l'argent.

Pourachever de déboussoler le consommateur soucieux de savoir ce qu'il mange, un autre canal de (dés)information vaut son pesant d'or: celui de la publicité. Récemment, un folder de la grande distribution belge vantait les qualités de «truites arc-en-ciel des Dolomites pêchées

... la mer elle aussi est source de danger.

dans l'Atlantique du Nord-Est». Pas étonnant que le client se sente mené en bateau!

Outre-Atlantique, cette publicité, désormais indissociable de l'assiette, envahit peu à peu le dernier espace imperméable à sa prolifération: l'école. *General Mills*, géant américain des céréales, verse 250 dollars à chaque enseignant qui accepte d'apposer un autocollant sur sa voiture. Au collège de Brooklawn, dans le New Jersey, la nouvelle salle de sport porte le nom d'une chaîne de supermarchés: *ShopRite*. L'enseigne est apposée partout et le sol devrait bientôt afficher le nom d'une marque de pizzas... qui se retrouvent au menu de la cantine. À la louche, ce sont pas moins de 750 millions de dollars que les entreprises privées distribuent annuellement aux écoles en manque de liquidités, perméables à leurs messages ciblés sur les plus jeunes et plus vulnérables. Les plus sensibles à une alimentation peu équilibrée également.

Tout le monde il sera beau comme une orange bleue

Si le système éducatif est, pour les firmes agroalimentaires, la voie royale pour toucher directement un marché ciblé, il est aussi un terrain stratégique pour la conquête des esprits. En 2000, un tiers des lycéens irlandais ont participé activement au *Biotechnology Challenge*, partiellement financé par Monsanto, leader mondial des semences transgéniques (OGM). Objectif: produire des rapports sur le rôle des biotechnologies dans la production alimentaire¹. Grâce aux biotechnologies, on mangera bientôt des oranges bleues sans plus en faire le plat d'un Tintin ou d'un Éluard. Et alors? On pourra même, assure-t-on, assortir les couleurs des fruits et des légumes sans utiliser de colorants ou en modifier le goût sans additif chimique.

Lassiette d'aujourd'hui ressemble déjà à un menu de science-fiction. La tomate et le melon qui se gardent un mois et vous font bronzer en mangeant grâce au bêta-carotène qu'ils contiennent; l'huile de maïs qui résiste aux hautes températures; la pomme de terre anticaloriques qui reste plus ferme quand on la frit; le riz au gène humain

produisant des interférons anticancérigènes... Rien que des cadeaux venus des laboratoires d'entreprises spécialisées dans les manipulations génétiques ou les biotechnologies. Derniers «parfums» testés en laboratoire (liste non exhaustive): porc-bactéria-araignée, luzerne-homme, pomme de terre-grenouille et souris-mouton.

Jusqu'à sa démission, en décembre dernier, de la présidence mondiale de Monsanto, le Belge Hendrik Verfaillie le répétait contre vents disséminants et marées d'opposants européens: les biotechnologies travaillent à servir l'humanité, à sauver la planète et son environnement, à nourrir davantage d'êtres humains. Au-delà de certaines pratiques commerciales souvent dénoncées, le double objectif de cette

exploitation intensive et planétaire affiché dans les prospectus serait une meilleure hygiène alimentaire et l'accroissement de certaines qualités des organismes produits (vitamines, protéines, minéraux, pauvreté en acides gras saturés...). Un credo qui vient d'être réitéré, en janvier dernier à Bruxelles, en présence des sphères scientifiques et industrielles réunies par le puissant lobby Europabio dans les murs du Charlemagne sous l'égide de Philippe Busquin, le commissaire européen à la Recherche.

En outre, on parle déjà à plus long terme de «nutriments», d'«aliments» en puissance: ces nouveaux produits nutritifs de synthèse permettront, disent les scientifiques pro-OGM, de prévenir certains cancers ou maladies graves (sida, hépatite) et de produire des médicaments phytosanitaires toujours mieux tolérés par l'homme, sur le modèle de la production artificielle d'insuline. Tout cela en accompagnant l'acte quotidien le plus ancien et le plus banal - pour les mieux lotis: manger.

Si ce «miracle» se fait attendre, aux États-Unis, la superficie totale des cultures d'OGM dépasse déjà 40 millions d'hectares, soit plus que la surface de la France. Au total, pour les seize pays les plus représentatifs (USA, Argentine, Canada et Chine en tête), la superficie livrée aux semences transgéniques (maïs, soja, coton et colza essentiellement) dépasse allégrement les 60 millions d'hectares recensés, avec une croissance annuelle de plus de 10% depuis six ans. Et l'Institut français de l'environnement estime à 3 000 milliards de dollars les revenus du marché transgénique à l'horizon 2010.

Aux États-Unis encore, 70% de la récolte annuelle de soja sont transgéniques et rien n'oblige ni ne permet de les distinguer du reste de la production mondiale. Ce soja majoritairement transgénique se répand partout. Il est, quoi qu'il arrive, un ingrédient de base de toutes les assiettes de demain. Faites le test qui tue: il a investi votre congélateur et le cartable -quand il existe- de la plupart des enfants du globe.

Philippe Coulée et Isabelle Fokan

Bibliographie Essais:

- Ces peurs qui nous gouvernent. Sécurité alimentaire: Faut-il craindre la transparence?, Martin Hirsch, Albin Michel, 2002.
- Histoire des peurs alimentaires, Madeleine Ferrière, Seuil, 2002
- Vers de nouveaux modes de communication sur les risques, Brunet S. et Hupet P Kluwer, coll. «La sécurité au travail - De A à Z», Bruxelles, 2002.
- Risque et systèmes complexes - Les enjeux de la communication, Hupet P. (dir.), Peter Lang - Presses Interuniversitaires européennes, Bruxelles, 2001.
- Pesticides, le piège se referme, François Veillrette, Terre vivante, 2002.

Articles de presse:

- «Au secours, Nike et McDo envahissent les écoles!», Julie Pêcheur, *Le Nouvel Observateur*, 21-27 novembre 2002.
- «Le risque alimentaire», *La Recherche*, n° spécial, février 2001.
- «Le moyen âge, ce que nous lui devons», Christian Makarian, *Le Vif L'Express*, 13 décembre 2002.
- «Vache folle, le traitement de choc», Philippe Lamotte, *Le Vif L'Express*, 8 décembre 2000.
- «Dossier agriculture et alimentation», *Symbiose* n°39, magazine de l'éducation relative à l'environnement, Réseau IDée, FUL, été 1998.

Liens:

- www.afsca.be
- www.oivo-crioc.org/fr/
- www.netram.net
- www.isaaa.org
- www.netram.net

¹ Le Monde Diplomatique, juillet 2001, p. 14.

Crise alimentaire

Le risque zéro
n'existe pas

Depuis des millénaires et jusqu'au milieu du siècle dernier, la norme de la chaîne alimentaire, réduite, était de consommer sur place ses légumes et les œufs de ses poules alimentées par les déchets de la maison. Aujourd'hui, cette chaîne est planétaire: on consomme des zakouskis fabriqués et congelés en Thaïlande, avec des matières premières issues des mers du Soudan ou d'ailleurs. Au choix selon l'humeur ou les préoccupations financières de celui qui les achète ou les revend.

Bien sûr, les techniques, les législations et les contrôles accrus, motivés par les récentes crises, renforcent globalement la qualité de tous ces produits. Qualité sanitaire sur papier, s'entend. Car, une fois les contrôles décidés, programmés et financés, encore faut-il les rendre réalistes

pour les producteurs et pertinents pour les consommateurs. Certaines mesures semblent irréalistes ou démesurées, d'autres, pourtant élémentaires, sont souvent mal cadrées ou aléatoires. Que vaut une chaîne du froid sous contrôle Haccp (analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise) depuis le fin fond du Brésil jusqu'à l'étal si le client laisse traîner ses achats ne fût-ce qu'une demi-heure sur la lunette arrière de sa voiture?, nuance Marc Vandercammen, directeur du Crioc, (Centre belge de recherche et d'information des organisations de consommateurs).

Et d'ajouter que, dans tous ces textes légaux cadrant le risque, il est rarement question d'éducation au respect du goût et à l'alimentation équilibrée. Selon lui, le fil rouge reste, plus que jamais, l'information du consommateur.

Parallèlement à ce constat, si la politique communicationnelle des acteurs de référence de l'agroalimentaire en Europe et en Belgique est aujourd'hui omniprésente, elle reste indéchiffrable. L'Afscra, l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, semble avoir résolument opté pour une communication débridée. Le consommateur soucieux d'en savoir plus sur la dioxine dans les œufs, les pesticides dans les aliments ou les avatars de la vache folle, oscillera, après consultation du site, entre l'impression d'en savoir trop ou pas assez, soutenu par les informations, mais incapable de les exploiter au quotidien pour faire le tour de son assiette.

Dernière preuve par l'absurde en date du 14 février: un communiqué sur des livraisons en provenance des Pays-Bas ou d'Allemagne d'aliments pour bétail, de produits animaux ou d'animaux vivants potentiellement contami-

nés par la dioxine. «La Belgique n'est pas impliquée dans l'incident de la dioxine», affirme l'Agence, sans expliquer grand-chose de l'impact de la contamination proprement dite ni de ses causes. Une semaine plus tard, on attend toujours de plus amples informations...

Plus de dix ans après le déclenchement de l'épidémie, quelle en est l'incidence sur la santé humaine? Les pratiques des professionnels ou des consommateurs ont-elles fondamentalement changé?

Info et aliments, même régime:
consommer moins, mais cibler l'origine

Parmi les derniers scandales en date, les cas non résolus remplissent le garde-manger: vache folle et mouton fou, farines animales, porcs nourris aux antibiotiques, fièvre aphteuse, poulets aux PCB ou aux hormones, huile espagnole frelatée, salades radioactives, organo-phosphates, atrazine ou glyphosate dans les nappes phréatiques, nitrophène dans les céréales. Les crises se suivent et se ressemblent étrangement. Leurs modes de gestion aussi: ils s'apparentent tantôt au flou artistique, tantôt à un traitement de choc dont le rapport avec la crise est parfois empirique ou démesuré. Mini- ou maxi-crises, celles-ci ont le mérite de réveiller temporairement les vieux fantômes.

L'émoi médiatique qu'elles provoquent achoppe sur le même constat, à l'instar des marées noires: elles surviennent. Et comme pour l'environnement, la perception du risque est relative: une petite intoxication locale qui ne touche que quelques consommateurs directs mais se situe dans notre jardin a souvent plus d'effet qu'une catastrophe alimentaire gigantesque à l'autre bout du monde. Récemment, on a davantage parlé de quelques personnes âgées intoxiquées dans une maison de repos à Schaerbeek que des trois millions de personnes tuées, cette année encore dans le monde, à la suite de maladies hydriques, rien qu'en buvant «bêtement» de l'eau.

«En dépit de ces crises, indique Pierre Hupet, juriste et politologue spécialisé en communication de crise, qui a fondé voici trois ans l'asbl Netram (Network for risk analysis and management), le consommateur et citoyen n'est pas cet être irrationnel exigeant le risque zéro. Il accepte quelques erreurs et doit bien continuer à manger. En revanche, il exige que la prise en charge du risque par les décideurs publics et privés soit exécutée de bonne foi et de façon permanente». Ce constat est relayé par les dernières observations du Crioc. Marc Vandercammen relève pour sa part quelques dérives commerciales et aberrations alimentaires déjà banalisées dans notre frigo. «Un exemple parmi d'autres, ramenés du SIAL 2002, le dernier salon international de l'alimentation à Paris: à côté des pommes calibrées pour tenir dans la main des bambins ou des œufs carrés, on ne peut que s'indigner face à la mise sur le marché généralisée de soft-drinks alcoolisés ciblant résolument un public pré-adolescent particulièrement vulnérable. Il s'agit là aussi d'un risque pour la santé publique sur lequel il serait propice de se concerter en amont sans attendre».

Sur la table, un choix de société aux incidences économiques et éthiques immenses sous-tend tous les débats aujourd'hui. Quelle que soit la ligne de «production», que l'on parle de pain, de viande, d'eau, de pétrole ou même de sport, l'écart entre les tenants de Davos et ceux de Porto Alegre semble incompréhensible. Pour quelques crises encore.

Philippe Coulée & Isabelle Fokan

Le point de vue du psy

Obésité: vers un autre possible

psychologique peut être illustrée à travers cet exemple clinique:

«Madame N., 36 ans, 96 kg pour 1m60, consulte avec une demande de traitement chirurgical de son obésité (gastroplastie). L'entretien permet de mettre en évidence un poids quasi normal jusqu'à l'âge de 18 ans mais avec néanmoins diverses tentatives de régimes amaigrissants, motivés par le souci de correspondre à l'idéal féminin actuel. À

chacune de ses deux grossesses, elle prend 30 kg en mangeant "pour deux" comme elle dit. Aujourd'hui, elle ne se supporte plus, ne se regarde plus dans le miroir, a honte et veut retrouver son vécu corporel d'avant. On constate par ailleurs que des conflits importants à gérer durant la période de prise de poids constituent peut-être le véritable facteur déclenchant le changement des conduites alimentaires».

Il s'agit donc d'estimer ici la pertinence et l'efficacité probable de l'acte médical (cure, régime ou intervention chirurgicale) dans le contexte de vie actuelle de la patiente (maintien ou disparition des sources de stress?). Par ailleurs, le soutien psychologique ou l'orientation vers une

Nature morte au jambon - Jacob Van Es, Valenciennes, Musée des Beaux-Arts.

psychothérapie peuvent être proposés après l'acte médical ou parallèlement au régime.

Pour certains sujets, chez qui l'obésité est essentiellement liée à une souffrance psychologique, la priorité peut être donnée à la psychothérapie, voire à l'intervention du psychiatre.

Obésités réactionnelles

Entendons par-là qu'un traitement amaigrissant prescrit d'emblée à des personnes dont l'obésité constitue un signe >

d'appel relatif à des difficultés psychologiques sous-jacentes, serait certainement voué à l'échec. Il s'agit ici de ce que l'on appelle «obésité réactionnelle», survenant chez des sujets sans antécédents notables d'obésité familiale et correspondant à un mode de fonctionnement que certains qualifient de psychosomatique.

«Madame M., quarante-deux ans a pesé 60 kg jusqu'à l'âge de trente-cinq ans. Son mari l'a abandonnée avec ses trois enfants il y a une dizaine d'années. Au début de son adolescence, la fille aînée, qui déclare tout à coup vouloir vivre chez son père, commence à accuser sa mère de maltraitance. Interventions de l'Aide à la Jeunesse, jugements, refus du père d'accueillir sa fille, fugue de celle-ci... au bout de quelques mois, la patiente constate qu'elle a pris plus de 30 kg...».

En l'absence de tout contrôle, en dehors semble-t-il d'une activité psychique consciente, cette personne s'est métamorphosée. Lorsque la prise de conscience du changement physique se fait enfin et qu'il y a consultation au niveau médical ou diététique avec une demande d'amalgame, on constate que souvent, c'est la première occasion pour le patient de faire un lien avec une souffrance psychique refoulée, niée pendant de nombreuses années. Certaines souffrances graves dues à des traumas tels que des abus sexuels s'expriment ainsi pour la première fois lors d'une consultation pour problème de poids.

Quant aux obésités développementales, dont le début se situe dans l'enfance, elles se caractérisent la plupart du temps, outre des facteurs génétiques, par des conduites

Dominique Janssens est psychologue clinicienne (Hôpital Erasme-ULB).

Fritkot

Si la frite se déguste sous d'autres cieux, le fritkot semble être une spécialité que le Belge se réserve sans partage. Alors que tout fuit le camp, le fritkot demeure, inébranlable en bord de route secondaire ou légèrement décentré sur une place de bourg. De loin, on voit son panache, de près, on sent son fumet rassurant dans le petit crachin. À midi sur le pouce avec du pickels, au sortir du bureau à l'heure andalouse ou au petit matin vers les 4 heures nauséuses, le cornet de frites chaleureux attend le chaland.

Deux photographes ont immortalisé ces hauts lieux culturels (on n'ose dire gastronomiques): Marina Cox, en couleurs saturées, et Marc Ots, en noir et gris, ont sillonné Bruxelles et la Wallonie pour dresser un état des lieux. Le résultat est pittoresque et triste comme la chanson de Brel. Mathilde, qui n'est pas là, ne mangera pas les frites de chez Eugène. Les frites se ramassent à la pelle, aurait dit Prévert. Elles sont l'image de la solitude, de la malbouffe, de la barquette avalée

sans joie sous un néon gras, servies par une serveuse décolorée comme de juste, mais qui aurait oublié de faire rêver, l'ennui tenant lieu de rempart aux conversations. Pour égayer ce livre qui n'offre que quelques rares visages réjouis, il y a les textes savoureux d'auteurs francophones et néerlandophones en langue originale. Christian Liebens revoit sa grand-mère, une bassine de patates épluchées dans les mains, contre l'avis de

Marina Cox et Marc Ots, *Baraques à frites/fritkot*, Éditions de l'Octogone, 44, 50.

alimentaires familiales inadéquates. Ces obésités sont les plus récalcitrantes aux thérapeutiques amaigrissantes et si la modification des comportements et modes de perception constitue le premier objectif de la prise en charge, le soutien psychologique peut être à moyen ou à long terme mis en place pour permettre l'acceptation d'une situation chronique.

«J'ai toujours été gros. À l'école primaire déjà, on m'appelait gros nounours... Dans ma famille, tout le monde est gros et adore manger... C'est à la médecine du travail qu'on m'a dit que je devais maigrir. Je risque de perdre mon boulot. J'essaie de manger moins. Le problème c'est que si j'arrive à perdre 10kg, moi je ne vois pas la différence, alors je reprends mes habitudes...».

La prise en charge des patients présentant une surcharge pondérale doit forcément se faire à moyen ou à long terme. En plus de l'investissement en temps, énergie et argent, cela implique de la part du sujet des capacités minimales d'introspection, de verbalisation, de remise en question. Les obstacles peuvent donc être de différents types.

Suivant les conditions de cette rencontre entre l'obèse et le psychologue, les problèmes et le sens des conduites sont abordés différemment. Mais il est évident que l'éclairage apporté par la psychologie clinique dans le cadre d'une approche globale des problèmes de poids est toujours une ouverture vers un autre possible.

Dominique Janssens

La Faim de l'âme de Jacqueline Kelen

Mais où sont donc passées les nourritures spirituelles?

On peut mourir de faim en ayant trop de choses à manger. Le «marché» peut être *super* ou même *hyper*, certains ne succombent pas à ce bonheur intense du remplissage de caddie, puis d'estomac. C'est répréhensible mais c'est comme ça...

Tous ces gens qui «font de leur nez», tous ces gâte-sauces, tous ces rabat-joie, on les nomme aigris, déprimés, anorexiques ou tout simplement *fous* que parfois, on enferme. Pour les soigner, bien sûr... Dans son nouvel

comme le disait récemment le psychiatre Dominique Megglé².

«Je ne suis pas une sorcière!»

Dès son premier ouvrage, intitulé *Marie-Madeleine, un amour infini* (en 1982 chez Albin Michel), Jacqueline la cathare a su se faire autant d'amis que d'ennemis via des sujets traités bizarrement, dans un parler (trop) vrai, sans concessions, à la fois beau et simple (*Aimer d'amitié, L'Esprit de solitude...*). Soit une bonne vingtaine d'ouvrages, dont *Les Femmes de la Bible*, récemment réédité (La Renaissance du Livre). J. Kelen a aussi été productrice pendant vingt ans à Radio France Culture.

Attention, Jacqueline Kelen n'est ni une féministe de l'époque jurassique, ni une exégète appliquée des textes sacrés... au contraire! Elle va, comme elle le dit, «vers la lumière» en réaction au matérialisme ambiant, libre de dire et d'écrire ce qu'elle veut, comme elle le veut.

Une «lumière»... pas toujours bien vue: «Bien sûr que j'ai parfois été diabolisé! Ce type de dialectique renvoie à ces «femmes-sorcières» qui pratiquaient les cultes à mystères, l'ésotérisme... Depuis toujours, l'homme, donc le pouvoir, se sent menacé par ces «sataniques» qui possèdent un savoir qu'ils ignorent eux-mêmes... mais dont ils sont parfois tributaires ou même dépendants (guérisseuses...). Ce qui pour eux est inacceptable, bien sûr! La femme s'est, de toute manière, marginalisée dès lors qu'elle a échappé à son rôle traditionnel de nourricière - génie du foyer. J'ai par le passé, étudié les grandes mystiques. Il semble que le goût de la spiritualité soit intrinsèque aux femmes...». Mais quel rapport avec l'anorexie?

L'anorexique a faim... de spiritualité

Selon J. Kelen, les anorexiques (majoritairement des jeunes femmes) ne sont pas si éloignées de ces grands témoins du divin des premiers âges du christianisme qui, elles non plus, «ne se consolaient pas de n'être que créatures humaines». Guerrières, chevaliers de la foi, elles aspirent tels les alchimistes à «spiritualiser la matière tout en incarnant l'esprit» dans une dialectique où «haut» et «bas» sont destinés à s'harmoniser. Seulement voilà, dès le milieu du XIX^e siècle, l'extase est re-qualifiée en hystérie par Charcot et ses sbires, dont Freud ne fut pas des moindres: «Ce sont les psychiatres et les psychanalystes qui ont «pathologisé» l'anorexie... mais surtout l'anorexique; l'hystérique -une femme, bien sûr!- est venue donner du travail à la médecine psychiatrique... pour son bien. Enfin, le «bien», de la médecine...».

* Les tableaux de Magritte qui illustrent ce numéro font écho à l'exposition «Magritte» qui a lieu à la Galerie nationale du Jeu de Paume à Paris, jusqu'au 9 juin 2003.

La médecine, triomphante ailleurs, échoue abondamment face à l'anorexie: c'est une réalité.

Magritte: Ceci est un fromage*.

ouvrage intitulé *La Faim de l'âme*¹, l'empêcheuse de tourner en rond Jacqueline Kelen s'est penchée sur le sort réservé aux anorexiques, ces gens qui crachent dans la bonne soupe. Rencontre.

«Je suis une femme, donc je manque de rigueur» nous déclare d'emblée ce drôle d'oiseau sorbonnarde diplômé en lettres classiques. Insolente et goguenarde avec ses longs cheveux noirs, Jacqueline Kelen doit faire peur à ceux que leurs certitudes étouffent. Mais aussi, aux dogmatiques, aux champions du rationalisme, aux maîtres de chapelle, aux stars de la cérémonie érudite «s'effondrant sous le poids de leur propre suffisance»

De souffrance noble (le besoin de transcendance, d'élévation spirituelle), l'anorexie est "scientifiquement" dégradée et permet l'avènement de l'enfermement dénoncé par Foucault. «Ces folles ne se comportent pas normalement? Parfait! Enfermons-les... pour leur bien» disent les aliénistes.

«Mais les anorexiques ne sont pas des créatures malsaines qui veulent à tout prix se suicider, ou qui constituent un danger pour les autres. Elles aspirent à un "mieux-vivre" et elles nous interrogent: "De quoi vous nourrissez-vous?". Et que leur répondons-nous? "Que celle qui a faim mange de la bidoche!". On leur parle de manger alors qu'elles, elles nous parlent d'âme...». C'est cette incomunicabilité qui est à la base de l'anorexie et qui explique certainement en grande partie les très médiocres résultats de la médecine face à cet «état» incompréhensible qui agace tant les spécialistes.

Ah, l'âme!

Propriété privée des curés? On n'a malheureusement pas (ou plus?) le droit de parler de l'âme: «Je me demande parfois si, chez les "pros", les laïques matérialistes notamment -les "scientifiques"- le concept d'âme n'est pas considéré comme de

la simple pornographie. Ce qui est grotesque dans la mesure où Platon évoquait déjà avec ses "cigales" -mais il y a aussi le mythe de la caverne par exemple, ou plus tard Spinoza- le caractère indispensable d'une vision plus large de l'être humain qui ne se limite pas à son simple organisme. Le "bel exil de l'âme", celui de Marie-Madeleine qui a vu le Christ ressuscité, qui éveille l'être humain à l'amour impérissable, l'initiatrice transformée en tentatrice par quelques névrosés, ce n'est pas réservé au personnel du clergé... Et pourtant, on en a fait une maladie...».

Pas très optimiste, Jacqueline Kelen? «Je ne suis ni optimiste ni pessimiste. Je ne connote pas l'avenir de cette façon; l'avenir est gratuit, si vous voulez. Je crois en la puissance de l'Esprit, et ces jeunes gens qui ont soif de transcendance, je les comprends, je les soutiens et je les admire totalement. Mais face à leur soif d'ascension, qui est positive, je constate que l'espèce humaine leur oppose une attitude aussi décevante qu'arrogante. Non, l'homme n'est pas un moteur d'automobile. Non, l'adulte n'est pas une entité "qui a raison" parce qu'adulte. Non, le scientifique n'a pas raison sur tous les plans parce que scientifique. Non, l'âme n'est pas un délit de sorcière. Non, le supermarché ne rend pas heureux». Non, la technicité ne rend pas gai?...

Nous sommes retournés dans la caverne

Pour Jacqueline Kelen, la souffrance des anorexiques naît de ce déluge d'idées reçues, et non d'un quelconque dysfonctionnement physique, psychique ou endocrinien (un type de schéma descriptif qui la fait sourire): «Cette sorte de "pathologisation" de l'être humain rejoue la soif de matérialisme absolu, qui est aussi soif de pouvoir. L'anorexique souffre: elle est demandeuse de soins. Formidable: les psys et les toubibs en offrent, des soins... Bien normal qu'ils gagnent leur vie là-dessus! Au fond, il y a une offre de santé, une demande de santé... il suffit de les faire coïncider. Génial: quel fantastique système! Quelle belle société!».

(Marguerite Yourcenar, *Archives du Nord*)

¹ Aux Presses de la Renaissance, 9/2002. Signalons aussi que Jacqueline Kelen a été reçue en décembre dernier par Edmond Blattchen à l'excellente émission de la RTBF *Noms de Dieux*. Cette émission «tourne» régulièrement sur TV5 et sur la RTBF 2.

Coïncidence: un autre ouvrage, *Enfermez-les tous!* signé Catherine Derivery et Philippe Bernardet (un juriste qui défend depuis près de 30 ans les victimes d'internements abusifs en France, et qui est à présent actif sur toute l'Europe via la CEDH), décrit la stratégie de l'enfermement mise au point par l'administration française, et qui aboutit à de véritables zones de non-droit où les citoyens «problématiques» perdent jusqu'à leur identité. Un livre aussi terrifiant que passionnant... qui fait actuellement couler beaucoup d'encre chez nos voisins, vous l'aurez sans nul doute noté! (éditions Robert Laffont, 10/2002).

² «Les poubelles psychiques», *Espace de Libertés* n° 307, janvier 2003.

Il y a une évidente désespoirance dans le livre -par ailleurs court et facile à lire- de Jacqueline Kelen. Son qui-vive intellectuel ne semble pas trouver d'issue particulièrement constructive. L'anorexique est en souffrance de nourritures spirituelles, d'accord, mais alors, que faire pour ces jeunes personnes souvent menées vers la seule issue du suicide, de la mélancolie... ou tout simplement de la mort par déshydratation?

«Les anorexiques nous demandent de sortir de la caverne. Eux-mêmes ne veulent pas s'anéantir, ils ne font que se désencombrer de l'inutile, du vain, de l'accessoire. Et ils attendent que nous leur demandions ce dont ils ont réellement besoin dans leurs bagages; en arrêtant, surtout, de leur infliger notre habituel matraquage sentencieux. Qui aboutit notamment à l'ignoble gavage de ces belles oies blanches qui ne demandaient qu'à s'envoler!» (un silence). Voilà qui s'appelle «prendre les choses à cœur»!

«C'est vrai, je me sens touchée personnellement. Sans être du tout anorexique, je ne me console pas moi-même de n'être que créature humaine. J'aurais préféré être une pierre sur un chemin ou un grillon sur une haute herbe. Une guerre des temps passés, un de ces chevaliers de la folie...». Saint Michel terrassant le dragon?

«Une Dame d'amour, une dame à la licorne en son jardin clos!» (rires).

Pour Jacqueline Kelen, il est temps de réunifier les énergies, terrestres et spirituelles. Le «haut» et le «bas» doivent s'harmoniser comme le yin et le yang. «Notre société occidentale, unidimensionnelle, a totalement esquivé les valeurs transcendentales, "hautes", car elle les trouve inquiétantes, ésotériques, et en tout cas non rentables». Mais toute aspiration qualitative, spirituelle, devrait-elle être réservée aux religieux?

Créer une école de la méchanceté?

L'ombre de Nietzsche (que Jacqueline Kelen dit apprécier, du moins par certains aspects) se profile évidemment dans ce système-là; mais c'est à ce niveau-là aussi que la comparaison s'arrête: «Mon cri est plus modeste et certainement pas nihiliste. Je désire simplement rappeler à mes lecteurs et lectrices que les certitudes sont souvent des servitudes. La médecine, triomphante ailleurs, échoue abondamment face à l'anorexie, c'est une réalité. Et cet échec correspond à celui de la normativité matérialiste. Il faut changer les réflexes quitte à opter pour des secousses dérangeantes. Pourquoi, par exemple, ne pas créer une école de la méchanceté (?) où l'on apprendrait l'esprit critique et l'iconoclastie au détriment du paternalisme technocratique?».

Plus simplement, pourquoi ne pas poser ces questions aux proches d'un(e) anorexique: «Avez-vous envie de l'aider à se sentir mieux -et peut-être même bien, qui sait- ou voulez-vous la «faire traiter» car elle est malade? Acceptez-vous de donner un peu de votre précieux temps à la survie, à l'élosion de son âme, ou souhaitez-vous vous débarrasser du "problème" auprès d'un de ces "grands toubibs pros de l'anorexie"? Le dilemme est certes cruel et difficile: mais quelle autre solution, quelle autre vérité?».

L'anorexique est, au fond, une héroïne qui, tels ces chevaliers à la recherche du Graal, sait que la voie sera difficile... mais dans sa quête, elle continue à aimer l'idée de vivre, quoi qu'en dise, et sa foi peut lui faire soulever des montagnes. Pour autant que nous-mêmes, nous croyons en elle... ■

Olivier Swingedau

Interdits alimentaires et modèles culturels

Le problème des interdits alimentaires se pose à travers l'espace et le temps, dans toutes les sociétés avec un éclairage particulier sur les chasseurs-cueilleurs qui anticipent en quelque sorte l'écologie.

Les interdits ont souvent des conséquences importantes pour l'économie globale d'une société, ou pour la santé des intéressés. Un groupe ethnique du sud malgache, les Antandroy, observait autrefois les *fady* (tabou) du sel; ils étaient obligés d'y pallier par le recours à des racines, des cendres ou des épices. Ces obligations pouvaient comporter des facilités; le jeûne en Islam et dans les religions chrétiennes peut ne pas être observé en cas de maladie ou en cas de voyage. Mais le principe universel de la «ruse avec le dieu» a toujours été employé. Les deux grandes religions que nous venons de citer ont parfois permis la consommation d'oiseaux aquatiques au motif qu'ils pouvaient être assimilés à des poissons; certains théologiens ont même précisé que plusieurs espèces d'oiseaux portant des stigmates d'écaillles sur les pattes, pouvaient être consommés au moment du jeûne. L'autorisation a pu être étendue en Inde par les brahmanes à tout animal aquatique. À l'inverse, des fidèles très croyants ont surenchéri sur les obligations: ainsi les musulmans très orthodoxes qui s'obligent à cracher leur salive pendant le ramadan jusqu'au coucher du soleil puisque aucun liquide ne peut être absorbé.

Avant de présenter quelques exemples significatifs, nous voudrions aborder le problème des interdits alimentaires qui concernent des aspects généralement méconnus malgré leur importance. Ils sont de plusieurs sortes:

- Il peut s'agir d'interventions administratives émanant de l'autorité publique qui, au plan de l'hygiène publique, s'occupe de réglementer la consommation des aliments, surtout en ce qui concerne la durée maximale d'utilisation des conserves et de nombreux produits vendus sous emballage. Nous aurons à signaler sur ce terrain divers dysfonctionnements.
 - Un autre sujet, très peu traité, doit être abordé: il s'agit non pas des aliments eux-mêmes, mais de ce qu'on appelle les «manières de table».
- Les interdits liés aux manières de table, et plus généralement aux conditions de distribution de la nourriture, sont en étroite relation avec la hiérarchie sociale ou les rituels. Il existe ainsi encore aujourd'hui des castes ou des grou-

Magritte, *La Légende dorée*, 1958, huile sur toile, 97 x 130 cm, catalogue raisonné n° 866, Leslee et David Rogath, USA (D. R., © ADAGP, Paris 2003).

Marchand d'œufs, Vedado, La Havane, 2002.

à une époque très lointaine, antérieure non seulement au christianisme, mais à la métallurgie.

Ces implications d'ordre magico-religieux ne se retrouvent pas dans la seconde catégorie d'interdits que nous voulons signaler, et qui se situe sur un plan strictement juridique.

Les interventions administratives

Elles se manifestent dans tous les pays, et leur importance ne cesse de croître. Il s'agit des interdictions diverses édictées pour des raisons d'hygiène et de santé publique par le pouvoir administratif compétent.

Les interdits peuvent être temporaires ou permanents. Quand l'administration maritime ou les services d'hygiène constatent une prolifération anormale d'algues, ou l'invasion de produits dangereux (à l'occasion des marées noires causées par le déversement accidentel ou intentionnel -par dégazage- (de fuel ou de déchets), une interdiction de la vente de moules, d'huîtres ou de poissons est alors promulguée. L'industrie des conserves est astreinte à des obligations destinées à préserver la santé du consommateur: des dates limites doivent être indiquées sur l'emballage de l'objet mis en vente, mais le grand public, en France, ignore souvent qu'il existe deux dates correspondant respectivement à la fabrication et à la consommation. La date limite d'utilisation optimale (DLLO) doit être signalée en clair -et non pas en code-; elle désigne la date jusqu'à laquelle le produit conserve toutes ses qualités; la mention indique «à consommer de préférence avant...», ce qui signifie que le produit peut être conservé ultérieurement à cette date, mais en ne disposant plus alors de ses pleines qualités.

La date limite de consommation (DLC) est différente: elle doit être apposée sur les denrées très périssables pour

il fallait qu'elle soit toujours disposée à l'endroit; de même -habitude encore très suivie- il est interdit de couper le pain à table avec un couteau; ce qui rappelle l'interdit bien connu concernant le fer¹. À Rome comme ailleurs, les «tabous des feriae» interdisaient (comme aujourd'hui en Israël pour le sabbat) tout recours aux techniques infidèles à la tradition.

Le traitement du pain donne lieu à des réinterprétations culturelles qui existent en très grand nombre à travers la nourriture; autrefois le père ou l'ancien faisait avec le pouce un signe de croix sur le pain déposé -à l'endroit- sur la table. L'habitude s'est perdue avec la disparition des expressions quotidiennes de la foi, mais on a mis en relation ce rituel avec l'interdiction de poser le pain à l'envers; en réalité, la sacralité du pain remonte

signaler une limite à leur consommation; la mention est alors «à conserver jusqu'à la date figurant à...» (l'endroit où se situe la date sur l'emballage devant être précisément indiquée). Au plan juridique, la fixation de ces dates relève de la responsabilité non du commerçant, mais du fabricant.

Sans s'étendre sur ces problèmes, il faut néanmoins souligner la gravité d'une situation que les pouvoirs publics semblent avoir laissée au secteur privé alors qu'il s'agit d'hygiène publique. Les services responsables devraient exiger que les mentions obligatoires concernant les ingrédients qui composent les préparations mentionnent de manière précise la teneur en sucre et en sel. La consommation actuelle en Europe occidentale varie entre cinq et dix fois la teneur optimale, dépassant de très loin les normes en usage avant la civilisation industrielle. Les fabricants de conserves utilisent volontairement des doses très excessives afin de fortifier le goût, c'est-à-dire de stimuler les ventes. Il y a là un problème de santé publique très grave qui a des conséquences directes sur la santé. Les fabricants sont obligés de faire mention de la présence de sel et de sucre, mais sans indiquer la dose, ce qui est absurde. On comprend mal les raisons qui empêchent que la population soit avertie du danger bien réel qu'elle encourt. Les lobbies des industriels semblent bien organisés puisqu'à notre connaissance aucun pays ne s'est préoccupé non seulement d'imposer ces mentions, mais encore de fixer des doses maximales à ne pas dépasser.

Le jeûne, entre religion et tradition

On devrait ajouter le mot magie, pour définir, avec tout le respect qu'ils méritent, des anciens écrits qui mêlent les prescriptions juridiques et toute la symbolique traditionnelle. Il en est ainsi pour les Codes (Code de Hamourabi, Loi des douze Tables) et dans la Bible.

Dans le christianisme, l'obligation du jeûne remonte au début de l'Église, mais n'a été imposée et codifiée qu'ultérieurement. Il a été imposé à partir de l'âge de sept ans. Il s'agissait à l'origine de la prohibition de toute nourriture carnée les vendredis et samedis et pendant le carême (quarante jours), mais il exigeait seulement que les fidèles prennent un seul repas par jour. Les commandements dits «de l'Église» en forme versifiée datent du XV^e siècle. Les deux derniers -sur six- sont consacrés au jeûne, ce qui illustre bien la grande importance qu'on reconnaît à cette obligation.

«Quatre temps, vigiles jeûneras.

Et le carême entièrement.

Vendredi chair ne mangeras.

Ni le samedi mesmement».

Mais la réalité semble avoir toujours été moins contrainte, et surtout, la règle s'est adoucie progressivement. L'âge et la maladie étaient des excuses valables. En sens contraire, plusieurs chrétiens ont surenchéri sur la règle, en faisant défense de consommer de l'alcool, des œufs ou du lait. Des «dispenses» ont toujours été possibles. C'est le pape Paul VI qui en 1966 a modifié l'organisation du jeûne, en laissant plus de liberté aux autorités ecclésiastiques locales. L'âge requis a été fixé de 21 à 60 ans; l'abstinence était requise seulement pour le mercredi des Cendres et les vendredis de carême. Une autre atténuation a été décidée en France en 1968, jour de la conférence épiscopale.

Le jeûne est un invariant culturel qui existe dans toutes les sociétés, mais il résulte de prescriptions religieuses ou magiques. On ne peut pas lui trouver une interprétation univoque: est-il une pénitence pour commémorer un

mort, une précaution pour permettre aux populations paysannes de mieux assurer la soudure entre la fin des provisions et la future récolte? Il peut être aussi, à titre individuel, la conséquence d'un vœu, ou provenir de traditions lointaines, - ou encore avoir une interprétation hygiénique (analogique aux purges qui se situaient aux changements de saison). Une explication trop rationnelle serait impossible (le jeûne ne coïncide pas avec la soudure agricole). Il n'est pas non plus une pause permettant une diététique meilleure (l'économie agraire des sociétés traditionnelles ne peut guère se permettre ce luxe).

En réalité, les interdits alimentaires plongent dans le plus lointain passé et ils sont fondés sur des modèles transculturels encore mal compris. Nous prendrons l'exemple d'interdits alimentaires qui remontent à l'Antiquité, mais qui font partie intégrante de codes sacrifiés. La Bible s'intéresse à la préparation des mets, et avec une insistance étrange, en répétant ses exigences: «Tu apporteras à la maison de l'Éternel, ton Dieu, les premices des premiers fruits de la terre». «Tu ne feras point cuire un chevreau dans le lait de sa mère» (Exode, 12,19).

Un peu plus loin, les mêmes prescriptions sont reprises, dans les mêmes termes: «Tu ne feras point cuire un chevreau dans le lait de sa mère» (Exode, 34,26).

Après ce rappel, le texte change. Il précise que «Moïse fut avec l'Éternel quarante jours et quarante nuits. Il ne mangea point de pain, il ne but point d'eau». Une des fonctions majeures du jeûne est ainsi expliquée: la purification. Moïse ne mange pas devant Dieu pendant qu'il lui remet les tables de la Loi.

Le Deutéronome reprend les mêmes paroles après une longue énumération des tabous alimentaires: «Vous ne mangerez d'aucune bête morte; tu la donneras à l'étranger (...) ou tu la vendras à un étranger car tu es un peuple saint pour l'Éternel ton Dieu. Tu ne feras point cuire un chevreau dans le lait de sa mère» (14,21).

Cette volonté de ne pas unir des éléments contradictoires évoque l'interdit de l'inceste; il ne s'agit pas d'une spécificité juive. Mais il est étrange, comme le constate Igor de Garine², que ces règles s'opposent «terme à terme à un rituel cananéen consacré à Astarté et prescrivant précisément "de cuire un chevreau dans le lait de sa mère"». Ce thème paraît un bon exemple de la complexité des problèmes que posent les interdits alimentaires à l'interface de la physiologie et de la sacralité.

Les interdits entre nature et culture: les chasseurs-cueilleurs

Le grand problème, le questionnement toujours vivant, relancé par Lévi-Strauss, est celui de la relation nature/culture à travers toute l'histoire -au sens large du terme- c'est-à-dire depuis les origines du genre *homo*, il y a deux millions cinq cent mille ans.

Nous sommes là au cœur du problème des interdits alimentaires: c'est là la grande leçon que les civilisations orales peuvent donner plus que jamais à notre civilisation hyper-technicienne. En effet, si l'on interroge les cultures actuelles des chasseurs-cueilleurs (ou collecteurs)³, nous constatons que toutes utilisent les mêmes méthodes à l'égard des espèces animales dont elles tirent leur survie. Ces peuples ou ces ethnies sont malheureusement partout en voie de déclin, démographique et aussi culturel et leur témoignage n'en est que plus important. On peut d'ailleurs être surpris que des populations aussi différentes entre elles par leur ori-

gine, leur histoire, leurs langues, leurs types ethniques, se rassemblent autour des mêmes thèmes fondamentaux en ce qui concerne le premier problème de l'anthropologie: l'évolution de la relation nature/culture. Cette unité profonde au sein de telles diversités, quoique difficile à comprendre, est impressionnante. Ces chasseurs-cueilleurs sont tributaires d'espèces animales et végétales. Leur attitude, radicalement différente de la philosophie de l'Occident, est fondée sur le respect du monde vivant, alors qu'ailleurs l'homme réfugié derrière la cuirasse et le masque de ses technologies impose sa puissance, fondée sur l'absolutisation de l'être individuel. Les chasseurs-cueilleurs vivent, eux, sur une ontologie qui affirme l'égal dignité de tous les êtres, animaux, végétaux (mais aussi les minéraux et les forces cosmiques). Dans ces conceptions, l'homme n'est qu'un élément de la création, égal et non pas supérieur aux autres composantes du monde. Des exemples sont pris parmi plusieurs cultures:

- les chasseurs de bisons des grandes plaines en Amérique du Nord ne partaient jamais en chasse sans avoir évoqué l'esprit du peuple bison, après avoir expliqué qu'ils ne prendraient que le nécessaire pour leur nourriture, en précisant le nombre de têtes;
- les Inuits s'adressaient selon la même démarche à l'esprit du troupeau de rennes avant d'abattre un animal, pour en demander l'autorisation;
- les «Khoï-San», Bushmen du Kalahari, comme les Pygmées de la grande forêt dense invoquent les esprits de la forêt avant d'entreprendre leur collecte quotidienne (petits animaux, fruits et tubercules);

Ces interdits alimentaires qui ont traversé la «flèche du temps» nous mettent bien en présence d'une différence majeure entre deux types de sociétés: celles où l'homme s'impose avec arrogance aux équilibres naturels, et celles où il a réussi à trouver une symbiose avec les autres êtres vivants.

Les sociétés de chasseurs-cueilleurs nous donnent l'exemple dans la gestion des interdits alimentaires. Ceux-ci dépendent des conceptions philosophiques qui fondent la culture: l'Occident se glorifie, non sans raison, des miracles scientifiques et techniques qui sont son œuvre; il se veut, selon la célèbre formule de Descartes, «le maître et le possesseur de la nature». Triomphe imprudent et impudent devant les avertissements de l'écologie, et qui contrastent complètement avec les méthodes de ces sociétés qui, elles, entendent au contraire respecter la nature, se faire admettre par elle dans un partenariat permanent. Les interdits alimentaires sont destinés ici à ménager les ressources animales dont dépend la survie de la société. Ces groupes nomades qui luttent pour une existence précaire soumise à une mortalité infantile dramatique, à des maladies récurrentes, à des climats sévères, ont réussi à survivre, en organisant un équilibre avec le milieu. La formule de Descartes n'est pas renversée: ils ne sont pas les esclaves de la nature, mais les collaborateurs, dans le cadre d'une harmonie globale, entre ce que nous appelons les «règnes»: animal, végétal, minéral et humain. Nous espérons que nous, Occidentaux, saurons tirer à temps les leçons de cette philosophie et de cette ontologie originales qui ont su trouver une solution à ce qui demeure le problème majeur du XXI^e siècle: la relation entre nature et culture.

Jean Poirier

¹ Dans la Rome antique, le premier pont jeté sur le Tibre, uniquement en bois, a toujours été réparé à l'aide de chevilles, à l'exclusion de l'utilisation de clous ou d'attaches en métal.

² Igor de Garine, «Histoire de l'alimentation. Les modes alimentaires» in *Histoire des mœurs*, Paris, Gallimard Pléiade réédité éd. Folio, 2002, T.I. vol II, pp. 1446-1627.

³ Parmi les chasseurs-cueilleurs: Inuits, Pygmées, Aborigènes d'Australie, Amérindiens, anciens Polynésiens, Khoï-San du Kalahari (Bushmen).

Jean Poirier est professeur honoraire à l'Université de Nice et membre de l'Académie des Sciences d'outre-mer.

Le Cuba d'Eduardo Manet

Destination fantasmes

Si por Cuba, La Havane, 1997.

Jouons cartes sur table dès le départ: je vous livre quelques éléments de ma «biographie» pour mieux me faire comprendre. Adolescent, je me considérais comme un «révolutionnaire» en herbe par le simple fait de fréquenter quelques membres de la direction du «vieux» Parti communiste cubain. Je faisais en quelque sorte partie de la «famille», sans pour autant avoir la carte du Parti. Cette répulsion instinctive à appartenir à une quelconque formation politique est une idée fixe à laquelle je suis toujours resté fidèle.

Très jeune, je savais qu'adhérer à une formation politique vous obligeait à vous soumettre à la discipline d'un règlement intérieur et, souvent, (surtout dans le cas du PC) à respecter les «mots d'ordre». Étudiant, universitaire, j'ai gardé cette indépendance qui me permettait d'avoir des liens amicaux avec des membres illustres du communisme cubain, comme le poète Nicolas Guillén, le professeur Carlos Rafaël Rodriguez et d'autres. En même temps, je participais à des rencontres avec des membres du Parti orthodoxe qui avait été créé par une personnalité remarquable de l'époque: l'avocat «Eddy» Chibas (qui se suicidera plus tard). Parmi les membres de ce parti qui ne connaissait en principe aucune influence marxiste, on trouvait le jeune étudiant en droit Fidel Castro.

Des années plus tard, je vivais en Europe quand la Révolution dirigée par le commandant Fidel Castro a triomphé à Cuba. Invité par des organismes culturels, je suis rentré dans mon pays. Mes anciens professeurs d'université du parti orthodoxe du défunt Chibas, des amis du parti socialiste populaire (communiste, de fait) faisaient partie du cercle rapproché du pouvoir. J'ai participé de bon cœur à ce que feu Ania Francos a appelé *La fête cubaine* (le titre de son livre). C'étaient les années 60... une fête qui n'était pas exempte de

dangers: sabotages et bombes en 1960, invasion de Playa Giron en 1961, crise d'octobre 1962...

Je travaillais sur plusieurs terrains à la fois: théâtre, cinéma, journalisme... Les changements radicaux apportés par la Révolution (loi agraire et urbaine, campagne d'alphabétisation...) étaient la réalisation de mes rêves et de mes discussions d'adolescent. Pour moi, comme pour tous les Cubains et les Cubaines, nous ne vivions pas une fête: la Révolution demandait travail quotidien, efforts constants, action, dévouement et, surtout, conscience aiguë des dangers qui menaçaient toujours l'île et sa population.

Je connaissais Ania Francos. Intelligent, sensible, elle colportait sa fête à elle sur toute la planète. Nous, les Cubains, parce que nous l'aimions, «sa fête cubaine» -un fantasme très personnel- nous faisait sourire sans méchanceté.

Membre privilégié de la nomenklatura culturelle cubaine, je voyageais beaucoup dans les pays de l'Est pour présenter mes films ou signer des contrats pour la compagnie de théâtre que je dirigeais. De Moscou à Berlin, de Varsovie à Budapest... la Roumanie, la Bulgarie... partout je rencontrais un cynisme glacial... Un jour, un réalisateur et ami polonais s'est écrié en apprenant que je n'étais pas membre du Parti: «*Tu es fou! Prends ta carte du parti, un jour ou l'autre, elle te sera utile!*»

Il savait de quoi il parlait. Et il n'était pas le seul. Les «pays frères» de l'Est étaient dirigés par des bureaucrates

La débrouille cubaine - Petit métier havanais, La Havane, 2002.

qui avaient une mentalité de nouveaux riches. Des datchas, de luxueuses voitures de service et le goût du pouvoir les avaient corrompus. S'ils admiraient «la jeune révolution cubaine», c'est parce qu'elle était «idéaliste».

L'idéalisme, un concept qui avait été cher aux révolutionnaires après le triomphe du bolchevisme en octobre 1917. Le pouvoir absolu, le parti unique n'ont que faire de l'idéalisme. Et voilà. En 1965, Fidel Castro décida qu'il était temps d'organiser un parti, un comité central, un appareil policier et une armée au service d'une vision unique.

Ce fut aussi l'année des réunions culturelles internationales à Cuba. La Havane fut envahie de peintres qui se comportaient, à la Rampa, comme s'ils étaient à Saint-Germain-des-Prés. Ils logeaient au Riviera, au Habana Libre (ex-Hilton), au Nacional, un sublime hôtel face à la mer. Les artistes étrangers bouffaient pour deux et buvaient sans retenue. Pourquoi pas? C'est toujours la fête à Cuba, non?

Fantasmes, fantasmes...

À l'époque je tournais un film et je voyais défiler les plateaux pleins de victuailles destinés aux artistes. Les Cubains du peuple faisaient de longues queues pour avoir à manger, carnet de rationnement à la main.

De grands intellectuels français, poètes, écrivains, professeurs, étaient aussi invités. Pour la grande majorité d'entre eux, Cuba, c'était la fête.

Cuba: miroir déformant. Il y a, en effet, deux Cuba. Celui des habitants de l'île et celui des visiteurs qui arrivent, s'amusent et repartent.

su que je devais retourner en France, le pays de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

Le temps a passé. Je suis devenu Français. Un écrivain français d'origine cubaine. Auteur francophone. Pourtant, Cuba est présent dans chacun de mes romans. Et je suis l'actualité cubaine comme si j'étais encore «au pays».

Je sais, beaucoup de choses ont changé: le mur de Berlin est tombé, l'Union Soviétique a implosé et certains pays de l'Est se rangent maintenant sous la bannière nord-américaine.

Le stupide embargo des États-Unis continue d'imposer sa loi, ce qui n'a pas empêché 175 000 citoyens américains de visiter l'île en 2002. On attend un demi-million de touristes américains pour 2003.

Le groupe de pression anti-embargo est de plus en plus puissant. Les hommes d'affaires du Texas visitent La Havane et regardent avec jalouse les Français, les Espagnols, les Canadiens, les Italiens qui sont présents sur l'île depuis longtemps et font des affaires florissantes, invitent de belles cubaines à visiter l'Europe. La fête, quoi.

Cuba: miroir déformant. Il y a, en effet, deux Cuba. Celui des habitants de l'île et celui des visiteurs qui arrivent, s'amusent et repartent. Ils ont attrapé le virus de l'île. Quand ils (ou elles) parlent de mon pays natal avec beaucoup de sincérité et d'émotion, je ne le reconnaissais pas. C'est logique, me direz-vous, vous êtes un exilé de longue date.

Hier, avant d'écrire ces lignes, j'ai déjeuné avec un écrivain qui habite La Havane. Nous avons inévitablement parlé de la vision qu'ont les étrangers de Cuba. Et, à ma grande surprise, son jugement sur ces «amis de Cuba» était encore plus radical que le mien. Et pourquoi était-il si amer? «Rares sont ceux qui essayent de connaître le peuple cubain», me dit-il.

Alors tous les deux, pour y voir plus clair, nous nous sommes amusés à faire une liste des visiteurs entichés de Cuba, tout en laissant de côté les «touristes sexuels», cette catégorie étant une plaie qui sévit dans tous les pays pauvres. Sur la liste des amoureux de Cuba figuraient:

• Les nostalgiques: communistes qui viennent visiter un pays communiste tropical, version soleil; ex-

gauchistes soixante-huitards pour qui Castro est toujours Fidel, le guerillero de la Sierra Maestra.

- Les voyageurs: politiciens de la droite européenne et millionnaires américains qui se targuent d'avoir éprouvé le petit frisson en serrant la main du Commandante et s'en retournent dans leurs pays respectifs où la démocratie est toujours vivante.
- Les fêtards et les fêtardes: ceux qui croient au mythe d'un peuple qui ne vit que d'amour, de danse et de musique, pour qui la vie est une fiesta permanente....

La liste pourrait s'étendre, mais arrêtons là pour ne pas sombrer dans la mélancolie.

La Havane, 1995.

Eduardo Manet est notamment l'auteur de *Maestro* (R. Laffont), *La sagesse du sage* (Grasset et bientôt en Poche). Et il va publier *Cuba si! Cuba no!* aux éd. Grasset en 2003.

Eduardo Manet

Cuba, rebelle de la mondialisation

Cuba, petit pays de onze millions d'habitants, continue avec courage et humour à défier la plus grande puissance du monde, engluée dans les contradictions d'un capitalisme qui a montré avec fracas ses limites et ses échecs.

Si la démocratie cubaine est loin d'être parfaite, la situation est pourtant bien meilleure que celle d'autres pays d'Amérique latine où sévissent violence et misère.

Victime d'un embargo économique américain qui dure depuis plus de quarante ans déjà (il fut déclaré en 1960 et totalement effectif en 1961), Cuba sort lentement de la «période spéciale», celle de l'austérité écono-

touristes en 2002. Enfin, la découverte de quelques gisements pétroliers dans l'île permet d'alléger la facture la plus lourde, celle de l'approvisionnement en pétrole.

Et cela se voit dans la qualité de vie des Cubains; de plus en plus de voitures neuves côtoient les superbes américaines d'antan et les bus poussifs et haletants. Il y a de la nourriture simple pour tous, les tickets de rationnements permettent à chaque

bonne place et devance les États-Unis en matière de scolarité généralisée et de médecine de qualité pour tous.

La dollarisation de l'économie est encore sous contrôle mais pour combien de temps? Car le tourisme génère un afflux de devises qui tombent entre les mains des travailleurs du secteur touristique et hôtelier mais aussi de l'artisanat, des transporteurs, etc. Au détriment des autres professions comme les policiers, les enseignants, les médecins de première ligne qui n'ont pas accès à cette manne. Les travailleurs de l'industrie du tabac sont mieux lotis, avec des primes à la production payées en dollars. Et puis, il y a l'argent des Cubains de la diaspora, qui renforce les flux vers l'île. Et enfin, toute une classe de gens intellectuellement brillants, très attentifs à la politique, promesse d'une relève au régime.

Une lente libéralisation du commerce

Parmi eux, il y a Ricardo Alarcon. Président de l'assemblée nationale, c'est celui qui négocie avec les États-Unis dans toutes les affaires délicates. Nous l'avons rencontré au lendemain du *mid-term* qui a vu le triomphe de George W. Bush. «Le président américain s'est concentré sur la lutte contre le terrorisme et cela est très dangereux», souligne M. Alarcon. C'est l'affirmation de l'hégémonie américaine qui se donne le droit d'employer la force préventivement. Cela tue la charte des Nations unies et met fin à l'ordre international».

«Une autre tendance est celle des agriculteurs qui se sont prononcés pour le commerce avec Cuba; trois cents compagnies d'exportateurs de trente-trois États nord-américains lors de la foire agricole de Cuba en septembre dernier poussent le Congrès à faciliter le commerce. Il y a à présent la possibilité de vendre à Cuba, même avec beaucoup de restrictions. La politique contre Cuba est critiquée aux États-Unis, par des secteurs très différents: agricoles, religieux, universitaires, intellectuels. Seule une minorité ultraconservatrice, surtout constituée de membres de l'extrême droite cubaine, se sent isolée et essaie de provoquer la confrontation entre les deux pays. Cette extrême droite accuse Cuba de préparer une guerre bactériologique, une accusation très grave dans le contexte actuel».

mique qui a suivi l'effondrement du bloc de l'Est et donc de l'aide économique privilégiée de l'URSS et des autres pays communistes européens. Le régime cubain s'est tourné vers l'Europe qui, désapprouvant l'embargo, continue à commercer avec ces rebelles de la mondialisation libérale. Pour disposer de devises, Cuba s'est ouvert au tourisme, devenu la principale source de rentrées financières avec plus de deux millions de

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, R. Alarcon perçoit des changements politiques assez fondamentaux. Au Venezuela de Chavez, il y a un rejet de l'institution politique et des partis, à cause du manque de crédibilité du modèle. Même chose en Bolivie où un paysan reçoit le soutien de la population. En Équateur, c'est un ancien militaire qui a l'appui des Indiens. En Argentine, le mot d'ordre était: «Que se vayan todos!» (qu'ils s'en aillent tous!). Au Brésil, la situation est plus favorable. La gauche y a acquis une grande maturité politique, les élections sont populaires et la transition est civilisée. Lula a obtenu une victoire complète contre quatre formations libérales et deux formations socialistes à gauche du PT. C'est un rejet social et démocratique du capitalisme et du libéralisme. Pour Alarcon, il s'agit d'une avancée des forces démocratiques en Amérique latine, pas de transformation radicale mais une action sociale qui doit compter avec le FMI et les investisseurs.

Quant à l'Europe, son rôle devrait être très important: il faut trouver des éléments d'équilibre face à l'irresponsabilité des États-Unis. C'est l'avenir du monde qui est en jeu, selon R. Alarcon.

Diversifier les importations

Pour faire le point sur la situation économique et surtout sur les rapports avec l'Europe, Angel Dalmau, vice-ministre des Affaires étrangères et chargé des relations européennes nous a reçus. Il revenait d'une réunion de dialogue politique avec l'Union européenne. «Nous n'avons pas beaucoup avancé sur le thème des droits de l'Homme à Cuba mais il est vrai que les Européens n'ont pas la vision américaine des droits de l'Homme et admettent qu'il n'y a pas de violation flagrante de ces droits. La question est celle du multipartisme et de la liberté de presse et d'expression. Notre système n'est pas parfait mais il faut toujours tenir compte des États-Unis qui veulent détruire la révolution cubaine. Nous nous défendons», explique A. Dalmau. Un ambassadeur européen va bientôt s'installer à La Havane après la première visite officielle d'un commissaire européen M. Poul Nielsen.

Pour A. Dalmau, un processus important a été amorcé: pour la première fois, Cuba a acheté des aliments aux États-Unis, à la grande satisfaction d'un lobby de députés

américains opposés au blocus. En attendant ce lent dégel, l'Europe est devenue le principal partenaire économique de Cuba. «Il est vrai que l'économie de marché produit une concurrence difficile à supporter, explique A. Dalmau. Sur 200 millions de dollars d'aliments importés des États-Unis, il y a déjà une économie de 30%. Avec cet argent, on pourrait acheter plus de lait en poudre par exemple. Mais que les entrepreneurs européens se rassurent: nous ne voulons pas dépendre entièrement des États-Unis car ils veulent toujours la disparition du gouvernement cubain. Il y a un autre aspect fondamental en notre faveur: la Floride a diabolisé la révolution mais quand des millions de touristes américains viendront à Cuba, ils verront que ce n'est pas l'enfer ici et que l'«american way of life» n'est pas le paradis. Certes, bien des choses doivent s'améliorer à Cuba: les transports publics, l'alimentation, de meilleurs vêtements moins chers, de meilleurs salaires, l'électricité en continu,...».

Télévision et ordinateur à l'école

En attendant, selon A. Dalmau, les Cubains investissent prioritairement dans l'élévation du niveau éducatif et culturel du peuple. Cuba est le seul pays du Tiers-Monde à pourvoir en informatique toutes les écoles, pour les écoliers dès l'âge de cinq ans. Le vice-ministre rappelle la phrase de José Marti, héros et poète national: «Avoir de la culture est la seule façon de devenir libre».

«Au milieu de difficultés énormes, nous avons été capables d'amener l'électricité dans 1900 écoles du pays là où le territoire n'est pas encore électrifié, grâce à des panneaux solaires. Des télévisions et des vidéos sont présentes dans les 80 000 écoles du pays. Le prochain pas sera l'ordinateur. Nous sommes le seul pays au monde où existe une chaîne de télévision qui ne transmet que de l'éducation populaire: les meilleurs professeurs du pays donnent cours à toute la population, y compris l'enseignement du français. Nous en sommes déjà au deuxième cours de langue anglaise. La télévision éducative est le véritable complément de l'école primaire, secondaire et de l'université».

Médecine pour tous

Autre point fort du Cuba: la médecine. Le système de soins de santé primaire, basé sur les principes fon-

damentaux de santé publique et de l'Organisation Mondiale de la Santé, privilégie la prévention et le suivi des patients. Les médecins, généralistes et spécialistes, travaillent en étroite collaboration, évitant ainsi les analyses inutiles et coûteuses. Dans le moindre village, on trouve un médecin de famille et un dentiste. L'accès aux médicaments essentiels n'est pas coûteux.

De plus, Cuba exporte des centaines de médecins dans les zones les plus pauvres d'Afrique et d'Amérique latine, là où il est difficile de trouver des médecins locaux. Depuis peu, Cuba a ouvert une école latino-américaine de médecine, gratuite, pour les étudiants les plus pauvres d'Amérique latine et même des États-Unis qui, chez eux, ne pourraient jamais se payer des études de médecine. Les candidats passent deux ans de mise à niveau en culture générale et scientifique, et sont ensuite répartis dans les diverses facultés de médecine du pays où ils suivent le cursus normal de quatre ans pour la médecine générale. C'est une des contributions cubaines aux populations les plus défavorisées!

Gabrielle Lefèvre

«Avoir de la culture est la seule façon de devenir libre» disait José Marti, héros et poète national - École cubaine, La Havane, 1995.

La désunion européenne

Le sommet de Bruxelles du 17 février aurait réduit la fracture européenne rouverte par la crise irakienne. En vérité, l'Union n'a pas de réelle politique étrangère commune. La preuve par le récit.

Il n'est pas loin de midi ce mardi-là et, dans son bureau de la rue d'Arlon, l'ambassadeur britannique explique comment son pays a réussi à convaincre les États-Unis de «passer par les Nations unies avant d'attaquer l'Irak. Sans l'intervention de Londres, assure-t-il, les Américains seraient à Bagdad. Il ajoute: *On entend tout dire ici du Royaume-Uni. Mais la vérité, c'est que nous sommes le trait d'union entre les États-Unis et l'Europe*. Denis MacShane, le nouveau ministre britannique des Affaires européennes, entonne un refrain semblable et estime rapidement qu'il faut en finir coûte que coûte avec le régime irakien. Le rapport des inspecteurs? «*Nous verrons, dit-il, mais de toute façon Saddam Hussein viole depuis dix ans les résolutions de l'ONU. Cela suffit*». Une seconde

réolution sera-t-elle nécessaire? «*Pourquoi pas, mais je ne pense pas que cela puisse être déterminant*». Est-il vrai enfin que les Britanniques ont tout fait pour réduire à la portion congrue la position commune des Quinze? «*L'Europe que j'aime, tranche MacShane, est une Europe multiple et diverse. Tout le monde ne pense pas de la même manière et c'est très bien ainsi*».

Le 27 janvier, les quinze ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles ont en effet adopté une position commune «*a minima*» sur le dossier irakien. Personne n'est dupe. Comme toujours en matière de politique étrangère, l'Union n'a laissé couler qu'un mince filet d'eau tiède. Le document demande bien à Bagdad de collaborer davantage avec les inspecteurs de l'ONU et insiste

pour qu'un délai supplémentaire leur soit accordé. Mais il se garde de mettre en garde les États-Unis contre leur volonté déclarée de jouer seuls les gendarmes du monde. Le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, est exaspéré. Il y a de quoi. Un expert raconte sous le couvert de l'anonymat comment la Grande-Bretagne, épaulée comme il se doit par l'Espagne, a tout fait pour cadenasser le débat et empêcher que les positions belge, allemande et française y prennent davantage de poids. Le terrorisme intellectuel que fait régner la Grande-Bretagne au sein des réunions européennes depuis le 11 septembre 2001 ne trouverait là qu'une de ses multiples expressions.

La lettre des Huit

Trois jours plus tard, la tension est à son comble. Publiée par le *Wall Street Journal* dans des circonstances qui laissent perplexe, la «Lettre des Huit» foule littéralement au pied l'accord que viennent de trouver les Quinze. Les déclarations de MacShane prennent à cet instant toute leur mesure. *Une Europe multiple et diverse: ce sont bien ses mots*.

Position commune des Quinze et lettre des Huit, les deux documents défendent une certaine proximité d'idées, mais voir les huit «rebelles» prendre pour argent comptant l'existence de liens entre l'Irak et le terrorisme montre à souhait qu'ils adhèrent pleinement à la dialectique américaine. Le secrétaire d'État Colin Powell s'est en effet engagé à démontrer dans les jours à venir de tels liens. Une démonstration qui, comme les autres, laissera la planète sur sa faim.

La lettre des Huit marque le ralliement inconditionnel et sans surprise de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Espagne, du Danemark et du Portugal à la cause des États-Unis. En revanche, la participation à leurs côtés de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie jette le désarroi dans certaines chancelleries où, entre indignation et colère noire, l'on se sent trahi, trahi par ceux que l'on a aidés des années durant à franchir le cap difficile de l'élargissement européen.

Que cinq États membres de l'Union aient tenu à faire connaître leur opposition à l'attitude préconisée par Paris et Berlin n'a rien d'étonnant. La politique étrangère de l'Union est l'objet de toutes les tensions, les lignes de front sont connues depuis belle lurette. C'est davantage dans la forme, dans le dédain opposé à la position européenne commune ratifiée deux jours auparavant, dans le secret malsain qui a entouré la démarche, que réside la ligne de fracture. Que la grande politique en vienne à manquer à ce point de manières en dit long sur les relations qui lient les Quinze. Au *Monde*, un haut diplomate européen confie, amer: «*Cela rend dérisoires nos efforts pour nous doter d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), et aussi ceux de Javier Solana (le haut représentant de l'Union pour la PESC) pour convaincre les Européens que plus ils sont unis et plus ils ont de chances de peser vis-à-vis des Américains*».

Davantage qu'au camouflet, le ralliement à la cause américaine des trois pays d'Europe centrale confine au dilemme. En République tchèque, ce n'est pas le gouvernement mais un Vaclav Havel dûment courtisé par Washington qui, à la veille de sa retraite, a fait le pas. Le dissident devenu président n'a jamais caché qu'il tenait l'ancrage de son pays à l'OTAN comme la principale fierté de son double mandat. Il a donc tenu à remercier le grand frère américain

avant de s'en aller, geste qui sera plus tard dénoncé par le gouvernement social-démocrate de Vladimír Spidla.

Un vieux dilemme

«*La décision aurait été douloureuse à Varsovie*», affirme un observateur, où le parapluie atlantiste a tout de même fini par occulter les retrouvailles historiques conclues –davantage que célébrées– à Copenhague en décembre dernier. Et pourtant, ne fallait-il pas s'y attendre lorsque l'on sait les aspirations –sinon l'obstination– de ces pays à garantir d'abord leur sécurité et à se préserver du retour du passé?

Pour les tenants de l'idée communautaire européenne, le cauchemar n'est cependant pas fini. Au lendemain de l'intervention que fait le 27 janvier le secrétaire d'État américain Colin Powell devant le Conseil de sécurité, dix autres pays d'Europe centrale et orientale se joignent eux aussi aux thèses américaines. Parmi eux, la Roumanie et la Bulgarie n'hésitent pas à mettre une hypothèque –certes très relative– sur leur entrée dans l'Union prévue en 2007.

Si le soutien des pays de l'Est, privés pour la plupart d'une réelle capacité militaire, est avant tout symbolique, George W. Bush a réussi là une belle opération de relations publiques. Le ministre des Affaires étrangères slovène Dimitrij Rupel révélera que c'est à Washington qu'a en partie été élaborée cette stratégie.

Indubitablement, les États-Unis ont marqué en quelques jours des points dans la lutte d'influence qui les oppose à la «vieille Europe» –selon le mot cher au secrétaire d'État à la Défense Ronald Rumsfeld– incarnée par la France et l'Allemagne. «*Des nations qui étaient naguère les vassales de l'Union soviétique risquent maintenant de devenir les vassales des États-Unis*», jugeait sévèrement le 7 février dernier le quotidien britannique *The Guardian*.

Ne soyons toutefois pas naïfs: il n'est pas interdit de penser que certains de ces pays utilisent les États-Unis comme un instrument pour faire reconnaître leurs intérêts dans une Union européenne élargie, qu'une fois intégrés, ils reverront leurs cartes.

Bonne et mauvaise nouvelles

Fracture profonde ou cassure momentanée? Les semaines que vient de vivre l'Europe ont conduit à leur paroxysme des frictions de tou-

jours, rendues sans doute plus épidermiques encore par l'attitude des nouveaux et des futurs États membres de l'Union. Mais cette épreuve de force nous apporte un certain nombre d'enseignements que l'on peut résumer en une mauvaise et une bonne nouvelles.

La mauvaise nouvelle? C'est que cette foire d'empoigne intervient au moment même où l'Union doit se réformer en profondeur pour affronter son élargissement. Que vaut dès lors le débat parfois grandiloquent mené au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe, notamment lorsqu'y est évoqué l'avènement d'une véritable politique étrangère commune, si les meilleures volontés peuvent être balayées d'un tel revers de la main. Début février, le président de ladite Convention, Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas caché l'amertume que lui inspirait la lettre des Huit, alors que son «adjoint» Jean-Luc Dehaene, interrogé par *Le Soir*, faisait montrer d'un optimisme volontaire, rappelant comment les atermoiements européens autour de la Bosnie avaient conduit l'Union à se donner un haut représentant diplomatique. «*Nous avons déjà créé un Représentant pour la politique étrangère*», estime également l'expert en matières européennes Franklin Dehousse. «*Solana est un type d'une qualité exceptionnelle, mais il ne joue pas un rôle réel dans cet opéra, parce que tout le monde lui vole sa partition. Pour réduire la cacophonie actuelle, il faut moins d'acteurs, pas plus*».

La bonne nouvelle? C'est que le débordement de la fracture européenne sur l'OTAN –où la Belgique, la France et l'Allemagne ont opposé leur veto à la demande américaine de fournir certaines armes à la Turquie– mais aussi la déclaration commune qui a vu Berlin, Paris et Moscou dire d'une même voix que la paix restait possible, montre qu'un certain nombre d'États prennent désormais la responsabilité de dire «non» aux États-Unis. Jusqu'à quand? S'il faut poser la question, il faut aussi comprendre que cette attitude n'est pas le moindre des acquis diplomatiques enregistrés depuis la chute du Mur et l'implosion de l'URSS, lorsque le monde devint unipolaire faute d'offrir un challenger digne de ce nom au champion américain.

Pascal Martin

Un certain nombre d'États prennent désormais la responsabilité de dire «non» aux États-Unis.

La neutralité des institutions

La fédération humaniste européenne (FHE) dont le siège est situé dans le bâtiment du Centre d'Action Laïque a déposé auprès de la Convention «Pour l'avenir de l'Europe» une prise de position en faveur de la neutralité des institutions européennes. Début février, le présidium de la Convention par la voix de son président, Valéry Giscard d'Estaing, a dévoilé le projet des 16 premiers articles du futur Traité constitutionnel. Ceux-ci ne contiennent aucune référence à la divinité. Toutefois la note explicative envisage de reporter dans le préambule des «éléments supplémentaires ou plus détaillés faisant partie de l'éthique de l'Union».

L'inclusion de la déclaration 11 dans le Traité demeure un objectif préoccupant des Églises catholiques et protestantes qui leur permettrait, d'une part de figurer dans le Traité, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent,

et d'autre part, de se trouver protégées de toute tentative de l'Union de modifier les priviléges dont elles disposent dans de nombreux États membres. Voici le texte de la prise de position de la FHE.

«Inscrire en préambule d'une future constitution de l'Union la référence à dieu relève d'une démarche peu rassembleuse et discriminatoire à l'égard des citoyens, de plus en plus nombreux, qui ne suivent plus les préceptes religieux. Les personnes qui ne pratiquent pas de religion développent des convictions tout aussi respectables que celles des «croyants».

La référence à dieu ou à la tradition religieuse est parfaitement inopportun car, contrairement aux États d'«Ancien Régime», le droit et la loi ne sont plus donnés aux hommes sous le couvert d'une puissance religieuse mais adoptés par les représentants que les citoyens ont élus démo-

cratiquement. Il s'agit d'un principe de base de toute démocratie parlementaire qui, en Europe, présente une différence fondamentale avec la «tradition religieuse».

Toute société est héritière de sa culture qui porte en elle les multiples sources de son identité. En Europe, ont convergé les apports de divers courants de sensibilité et de pensée. La Fédération humaniste européenne rejette la référence à des héritages qui divisent et propose de se référer à «l'héritage culturel de l'histoire européenne».

La FHE demande d'inclure dans l'article 1 de la Constitution que «l'Union est fondée sur les principes indivisibles et universels de la dignité des hommes et des femmes, de la liberté, de l'égalité, et de la solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et de l'État de droit.»

La FHE considère que l'article 10 de la Charte des Droits fondamentaux garantit «le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion» mais réclame d'y adjoindre le droit de ne pas avoir de religion.

La FHE, qui défend la séparation des Églises et de l'État, demande d'inclure dans l'article 3 que l'Union garantit la laïcité des institutions.

Il convient de développer des institutions de l'Union impartiales par rapport aux convictions des uns et des autres, qui n'introduisent pas de discriminations et respectent les libertés de convictions, que celles-ci soient religieuses ou non, sans qu'il soit nécessaire de recourir à tel ou tel message transcendant.

Ce qui est primordial aujourd'hui est d'obtenir la participation active de tous les citoyens à l'œuvre commune d'une construction démocratique européenne. La citoyenneté dans l'Union ne peut pas être fondée sur des convictions religieuses ou des messages reposant sur une forme de transcendance.

La FHE s'oppose à l'inclusion dans le Traité de la déclaration 11 de l'Acte final au traité d'Amsterdam qui «assure le respect du statut des Églises et des communautés religieuses enregistré par chaque État» mais n'a d'autre objet que le maintien des priviléges de certaines Églises dans les États membres.

Elle ne peut admettre que l'Union européenne confère un statut spécifique aux Églises dont le message ne s'adresse pas à l'ensemble de la population mais seulement aux fidèles de ces religions».

Georges C. Liénard

Staline, Hitler: deux anniversaires

...et quelques repères pour résituer les deux dictateurs dans leurs contextes respectifs.

ner à l'amalgame, se doit de réintégrer les deux dictateurs dans leurs mondes respectifs.

Les sociétés dans leur Histoire

L'Allemagne qui a généré l'un, la Russie qui fut de l'autre le terreau, étaient des sociétés très différentes. À la veille de la Première Guerre mondiale, les niveaux d'industrialisation, d'urbanisation, d'organisation sociale, les taux de mortalité infantile et l'espérance de vie font de l'Allemagne l'un des leaders de la civilisation occidentale. La Russie, profondément enracinée dans son univers rural, communautaire, servile² et tsariste issu du XVe siècle, fait sa petite percée dans cette même civilisation, avec des élites intellectuelles brillantes... et un prolétariat minoritaire et très concentré. Les deux empires s'affrontent dans la guerre mais semblent pouvoir se rejoindre dans une révolution imminente. Elle éclate en 1917 en Russie: abdication du tsar, partage des terres, prise de pouvoir des bolcheviks en octobre³. Pour Lénine, qui mène le jeu, la Russie «arriérée» ne fait qu'amorcer la révolution mondiale, et le relais doit être pris par l'Allemagne «civilisée».

Entre Hitler et Staline, les comparaisons sont à la mode. En 1966, un film soviétique de Mikhaïl Romm, *Le fascisme ordinaire* avait suggéré des parallèles que la censure ne put déceler. À en juger par les applaudissements du public, le «culte de la personnalité» d'Hitler et son aversion pour l'art moderne «appelaient quelque chose» aux Soviétiques. Mais la comparaison, si elle ne veut pas tourner

Staline a dû ruser pour s'imposer tandis qu'Hitler constitue l'identité même du nazisme.

© AFP/Viollet

cales et religieuses, les fascistes cultivaient les valeurs d'ordre, de compétition, de famille et de nation, de corporations unissant ouvriers et patrons. Les nazis y ajoutent la sélection raciste. Mais ils s'autoproclament parti «ouvrier» et «socialiste»⁶, reprennent à la gauche le style des manifestations de masse et les chants, dont ils changent les paroles. Il est vrai qu'à l'époque, en Europe, toutes les familles idéologiques aiment les chants martiaux, les défilés, les uniformes, la statuaire édifiante. Le régime stalinien, très restaurateur de hiérarchies et de traditions, s'éloigne des idéaux émancipateurs de 1917. Le régime hitlérien encourage le «retour à la terre», mais ne peut enrayer l'exode rural, car le capitalisme mène le bal. Il restera pourtant fidèle à ses objectifs: la grandeur allemande, la guerre, la purification raciale. Il n'y aura pas de «dissidents» nazis pour reprocher à Hitler sa «trahison».

Hitler fait son lit dans l'après-guerre: défaite militaire, traité de Versailles humiliant, krach de l'économie mondiale en 1929. Son succès s'inscrit dans la double crise nationale et capitaliste de l'Allemagne, au début des années trente. En URSS, l'heure est au «grand bond en avant» de l'économie planifiée. Mais les ouvriers des villes exigent d'être nourris, et les campagnes refusent de livrer le blé à bas prix. Le pouvoir est divisé sur les rythmes de l'industrialisation: faut-il forcer la marche ou la ralentir en laissant les paysans s'enrichir et s'organiser dans la libre coopération, selon les plans de Lénine? Fin 1927, Staline choisit la manière forte: contraindre les paysans à livrer leur blé, puis à se regrouper en fermes collectives (kolkhozes), réprimer et déporter les «koulaks» (riches). Ainsi, on pourra vendre plus de blé à l'Occident pour importer des machines, accélérer l'exode rural pour fournir des ouvriers aux usines qui poussent

Charlie Chaplin dans *Le dictateur* (1940).

¹ Il s'appelait Joseph Vissarionovitch (patronyme) Djougachvili (nom de famille géorgien). Le surnom de Staline vient de «stal».

² Le servage est aboli en 1861, mais les paysans sont corvéables, privés de terres, endettés jusqu'en 1917.

³ «Bolcheviks» : «majoritaires» du parti social-démocrates, ils prendront le nom de «communistes» en 1918.

⁴ Du nom des ligues «Spartacus» qui organisèrent la «révolution des soviets» en Allemagne.

⁵ Nouvelle Politique économique de Lénine.

⁶ Parti national socialiste ouvrier allemand (Nsdap)

⁷ Philippe Burin, *Les collections de l'Histoire*, n°18, 2003.

⁸ Jean-Marie Chauvier, «La «modernité» génocidaire du nazisme», *Espace de Libertés* n°304/octobre 2002 et le livre de Dominique Vidal, *Les historiens allemands relisent la Shoah*, éd. Complexe 2002.

⁹ Jean-Marie Chauvier, *URSS, une société en mouvement*, éd. Aube, 1988, rééd. 1990.

25e anniversaire de l'attribution du Prix Nobel de Chimie

UN HOMMAGE AU PROFESSEUR ILYA PRIGOGINE

L'Association des Diplômés de la Faculté des Sciences de l'Université Libre de Bruxelles (A.Sc.Br.) rendait hommage, le vendredi 22 novembre 2002, au Professeur Ilya Prigogine à l'occasion du 25e anniversaire de l'attribution du Prix Nobel de Chimie.

Dans son allocution de bienvenue, Paul Keymolen, président de l'A.Sc.Br., a souligné le grand plaisir que chacun ressent chaque fois que le Professeur Prigogine s'adresse à un auditoire, grâce à la clarté d'un langage qui exprime des notions complexes en termes simples, compréhensibles par tous.

Le Professeur Prigogine a quant à lui retracé différentes épisodes d'une carrière bien remplie.

Il a également insisté sur le rôle que la recherche fondamentale doit continuer à jouer et sur le plaidoyer qu'il n'a cessé de faire en ce sens auprès des commissaires européens successifs à la Direction générale de la Recherche.

L'A.Sc.Br. a publié à l'occasion de cet anniversaire un opuscule de quarante pages qui comprend une description des travaux du professeur et de sa contribution à la science, son curriculum, des messages de personnalités politiques européennes et du monde académique belge, une réflexion du professeur Prigogine sur ses travaux (5 €, frais de port compris).

Le Centre laïque de l'Audiovisuel (CLAV) a réalisé pour l'A.Sc.Br. une cassette vidéo de la cérémonie (20 €, frais de port compris).

Les commandes de ces deux publications sont à adresser avant le 1er mai 2003 au secrétariat de l'A.Sc.Br.; Viviane Keymolen-Jardini, avenue des Frênes 3, 1410 Waterloo, tél. et fax: 02/353.14.08, e-mail: p.v.keymolen@skynet.be

comme des champignons et livrer des tracteurs aux kolkhozes. Une partie des villes et des ouvriers applaudissent. La majorité des paysans résiste. La sécheresse de 1931, combinée aux réquisitions de blé et de semences, entraînent une famine provoquant la mort d'au moins six millions de personnes, en Ukraine, en Russie de Basse Volga, au Caucase et au Kazakhstan. Le refus de secourir les affamés et la poursuite des exportations de blé fondent des spécialistes à parler de «famine organisée» et de «génocide». À Moscou depuis l'ouverture des archives en 1991, une équipe internationale d'historiens est en train de faire la clarté sur cette tragédie méconnue.

La nature des régimes et de leurs violences

Le nazisme, qui vitupérait les riches (les «ploutocrates», surtout juifs) mais

Des cigarettes russes toujours à l'effigie de Staline!

non «de capitalisme», n'a jamais détruit la propriété privée ni la société civile, marchande, libérale ou religieuse. En ce sens, il fut moins «totalitaire» que le stalinisme, qui avait établi l'économie et se mêlait de tout, du petit commerce à la linguistique.

L'essentiel de la violence stalinienne a été tournée vers l'intérieur, la société et le parti communiste, les oppositions réelles et imaginaires, alors que la violence hitlérienne, aux prises avec de vraies oppositions vite juguées, les handicapés et les malades mentaux, va surtout se déchaîner à l'extérieur, lors de la guerre, des exterminations de Slaves, de Tsiganes et du judéocide.

Le système concentrationnaire stalinien exploite des masses d'esclaves soviétiques dans un pays où le climat, la désorganisation, l'anarchie des transports, les pénuries contribuent, outre la cruauté policière, à des conditions de détention très meurtrières.

Le système nazi, conçu pour l'exploitation mais aussi l'extermination pré-méditée de groupes humains entiers est à la hauteur «civilisée» des techniques et de l'organisation allemande.

Hitler et son *Führerprinzip* forment l'identité même du nazisme. Staline n'est au départ qu'un «deuxième rôle» dans le bolchevisme et la formation de l'URSS. Héritier du fondateur, Lénine, qui voulut l'écartier des responsabilités (cf. son testament de 1923), Staline a dû ruser pour s'imposer, purger l'appareil jusqu'à liquider physiquement, lors de la «grande terreur» de 1936-38, quantité de cadres du parti bolchevique et de l'Armée rouge, pour accoucher à la fin des années trente d'un État à sa botte. Hitler disposa et préserva ses élites de haut niveau, y compris pour la mise au point des plans de génocide⁸, alors que Staline se débarrassa des résidus des élites d'antan, en

forme de nouvelles, très rudimentaires, et n'en finit pas de les «purger».

Épilogues et héritages

L'épilogue des deux dictatures n'est pas moins instructif. Hitler déclencha la Deuxième Guerre mondiale dont Staline (pacte germano-soviétique de 1939) que des démocraties occidentales (Espagne, Munich, Tchécoslovaquie) tentèrent d'éloigner les foudres, au lieu de s'unir. Elle fit plus de 50 millions de morts, dont 26 millions dans la seule URSS. Staline vainqueur fut couvert de lauriers, à l'Ouest comme à l'Est, alors que son imprévoyance avait provoqué la débâcle de 1941 et que seuls les talents des généraux, l'ampleur et le courage des résistances soviétiques sauveront le pays d'un désastre total. Le régime hitlérien (douze ans d'existence) et son chef se sont effondrés ensemble: plusieurs de leurs historiens les considèrent comme à vocation «suicidaire». Le régime nazi fut pourtant «modernisateur» en ce sens que les élites et les grandes entreprises ont pu y développer des techniques et une culture d'organisation qui ont servi à l'Allemagne d'après-guerre.

Après le règne de Staline (un quart de siècle), l'URSS (septante-quatre ans d'existence) vivra sans lui pendant près de quarante ans, dans les effets d'une croissance qui s'essouffle, d'une déstalinisation et de réformes contradictoires, d'une société en mouvement et en convergence avec les nôtres, ce que montrera le tournant de 1985-91⁹.

Paradoxalement (?), la *nomenklatura* engendrée par Staline procède à la restauration du capitalisme qu'Octobre 1917 prétendait abolir. Au prix de la dislocation de l'empire bâti par les tsars, perdu par Lénine, reconstruit et rénové par Staline. Qui l'eût cru en mars 1953? ■

Jean-Marie Chauvier

À Lire

L'histoire rénovée, dans des travaux moins passionnés d'idéologie que de connaissance des sociétés: les ouvrages de ce type, fréquents dans les pays anglo-saxons, sont rares dans le domaine francophone, où l'on préfère les polémiques simplistes. D'autant plus précieuses, les références qui suivent, d'auteurs pour la plupart américains et allemands.

L'Allemagne sous Hitler

- Hans Mommsen, *Le national-socialisme et la société allemande*, éd. Maison des sciences de l'homme, Paris, 1997.
- Norbert Frei, *L'État hitlérien et la société allemande*, éd. Seuil, 1994.

L'URSS sous Staline

- Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, éd. Gallimard, 1985.
- Sheila Fitzpatrick, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années trente*, éd. Flammarion, 1999.
- Claudio-Sergio Ingerflom, Peter Holquist, Gabor T. Rittersporn, Alain Blum, Lynne Viola et autres..., «De la Russie à l'URSS», in *Le siècle des communismes* (ouvrage collectif), éd. de l'Atelier, Paris, 2000.

Études comparatives

- Ian Kershaw et Moshe Lewin, *Stalinism and Nazism. Dictatorships in comparison*, Cambridge University Press, 1997.

Voir, entendre et maintenant toucher: l'ordinateur a de plus en plus de sens.

À la fin de l'envoi, je touche!

outil de communication, l'internet privilégiait à l'origine exclusivement le sens de la vue. Les premiers courriers électroniques proposaient uniquement des caractères alpha-numériques, à l'exclusion de tout autre signe. Puis, progressivement, s'y sont ajoutés graphiques, dessins, photos. Une partie de son caractère révolutionnaire fut ensuite, dans des environnements simplifiés pour l'utilisateur, d'introduire des objets animés puis sonores, des enregistrements de voix et d'environnements divers, ouvrant la voie à l'utilisation de l'ouïe.

«L'expérience s'est très bien passée. Vous pouvez vraiment sentir l'objet poussé contre votre main. On a pu sentir la force des autres. Vous pouvez ressentir la rugosité de quelque chose ou la souplesse du côté du cube», a déclaré Joël Jordan, un des membres de l'équipe de l'UCL.

«À notre connaissance, c'est la première fois qu'un signal tactile est établi sur une longue distance, particulièrement dans le cadre d'une liaison transatlantique», a déclaré Mandayam A. Srinivasan, directeur du projet au MIT.

Mais peut-on imaginer outrepasser ces deux sens majeurs de la communication moderne? Il semble que oui: il y a quelques semaines, des scientifiques britanniques et américains ont réussi à «se serrer la main» à 5 000 kilomètres de distance via une communication interactive sur internet.

Un chercheur londonien de l'University College London (UCL) et son confrère du Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston ont réussi une première en attrapant ensemble un cube sur un écran d'ordinateur et en le faisant bouger en même temps, une sorte de poignée de main transatlantique. Ils ont pour ce faire utilisé des stylets (*phantoms*), un bras robotisé, en lieu et place de la souris, qui reproduisent la sensation du toucher et les forces mises en jeu par une simple pression du stylet sur un écran d'ordinateur. Les *phantoms* ont envoyé de petites impulsions à très haute fréquence via internet par le biais de nouveaux câbles de fibres optiques à très large bande passante. Le système provoque un retour de force que l'utilisateur ressent sous forme de pressions sur les doigts. Crée au début des années nonante au MIT, le bras articulé, le *phantom*, serait si précis qu'il permet à son utilisateur de distinguer le type de matière qu'il «touche» virtuellement. Ainsi, *phantom* permettrait de distinguer différentes matières comme le bois, la chair, le caoutchouc, etc. Pour générer la sensation

vraiment causer des dommages», selon Jordan.

Aussi impressionnant que soit le résultat, des progrès restent à faire. Notamment dans les délais de réponse qui, sur le Net, fluctuent en fonction du trafic. Au-delà de ce problème inhérent au réseau (mais que la généralisation du haut débit ou d'un futur internet 2 pourrait résoudre), l'interface mise au point au MIT répond en 150 à 200 millisecondes aux interactions de l'utilisateur, alors que le cerveau met 30 millisecondes à transmettre ses ordres à la main. Des progrès dans l'algorithme du logiciel pilote restent donc encore à faire. En tout état de cause, celui-ci ne devrait pas apparaître sur le marché avant au moins cinq ans.

Maxime Coppin

sexuels à distance: les accessoires, fabriqués dans des latex ultra-sophistiqués simulant l'aspect et le grain de la peau humaine, sont déjà disponibles sur le marché.

«Il y a certainement des aspects bizarres à cela. Vous pouvez vous frapper l'un l'autre assez fort pour faire apparaître de petites contusions et il y a des versions plus puissantes de notre équipement qui pourraient

Se toucher via internet: la réalité est tangible. (Portrait de F.C., n°1, 1999).

© Clerbois

L'entretien de Jean Sloover avec Vincent de Coorebyter

Le fantasme de l'Agora

Désignant les formes de participation à la vie politique en dehors des élections, la citoyenneté est souvent présentée comme une solution à la crise de la démocratie représentative...

Nous sommes tous –ou presque– travailleur, consommateur, épargnant, citoyen, etc. Autrement dit, nos appartenances catégorielles sont de plus en plus enchevêtrées, voire contradictoires. Et les groupes qui ambitionnent de rassembler des individus autour d'intérêts ou de valeurs communes présentent des contours de plus en plus flous. Bref, l'univers sociologique se fait hétérogène. Difficile, dans ces conditions, de faire émerger des revendications cohérentes et de les agréger, dans la durée, pour en faire des questions politiques tangibles et circonscrites, gérables par le pouvoir, à l'heure où les enjeux, pourtant, deviennent toujours plus complexes. Surcharge du politique, suggère certains. Désenchantement populaire dans

tous les cas. La démocratie directe prônée par certains peut-elle dès lors arriver à résoudre la crise de la représentation politique? Vincent de Coorebyter, directeur général du Centre de recherche et d'information sociopolitiques (Crisp) n'en est pas convaincu. Pour lui, il y a une crise de la représentation en soi qui touche au passage les partis, traversés désormais par des logiques sans cesse plus individualistes. Mais c'est elle qui induit aussi, par ailleurs, des mobilisations citoyennes ponctuelles –parfois malheureuses d'ailleurs– sur des problèmes temporaires plus pragmatiques qu'idéologiques. Bref: les deux phénomènes, alimentés à une même source, vont de pair. L'un peut-il, dans ces conditions, prétendre remplacer l'autre?

Vincent de Coorebyter, on parle beaucoup, aujourd'hui, de démocratie directe. La référence en la matière est Athènes. En quoi cet exemple historique vieux de vingt siècles peut-il encore être utile dans le monde contemporain?

Vincent de Coorebyter: Il est utile parce qu'il nous montre que la participation politique directe était le fruit de conditions très particulières. Seule une petite minorité de citoyens était concernée. De plus, Athènes était alors constamment en guerre. La petite élite sociale qui occupait le pouvoir devait donc prendre des décisions très lourdes. Il y avait là un poids, une gravité très mobilisateurs. Or malgré ce contexte singulier, la participation des citoyens restait faible. Il a notamment fallu les rémunérer pour stimuler leur présence sur l'Agora. Et même cela n'a pas empêché l'émergence d'une classe d'hommes politiques professionnels composée de notables issus de quelques familles prestigieuses. Bref, l'exemple d'Athènes nous enseigne qu'il ne faut pas mythifier son expérience; Athènes n'était pas un âge d'or de la démocratie.

Le modèle républicain français est-il fort différent du système démocratique belge?

À 98%, les deux systèmes sont semblables. Mais les 2% restants impriment aux modèles français et belge un style fort différent. La France d'après la Révolution avait à liquider l'Ancien régime. D'où l'émergence de l'esprit républicain –notamment la neutralité absolue de l'État par rapport à la religion– qui traduit une mobilisation de la nation contre les forces réactionnaires. Cette volonté farouche d'arracher les individus à leurs appartenances a durci la vision

française de l'État; elle lui a conféré un style martial qui contraste avec le modèle belge qui consiste à organiser, par la participation de tous, le pluralisme qui caractérise le pays. Mais derrière ces apparences, l'exercice du pouvoir est comparable dans les deux pays.

La fin des «grandes familles» belges

Vous parlez de «système belge de participation collective»?

Cette notion est plus large que le système bien connu dit des «piliers» qui rassemblent des groupements de toutes natures qui appartiennent à une même famille d'idées. Le système belge de participation collective désigne dans ce sens l'ensemble de l'organisation par laquelle la parole est donnée aux groupes d'intérêts et de valeurs qui composent la Belgique et par laquelle ces catégories, qui défendent une vision du monde qui leur est propre, sont amenées à participer au pouvoir. C'est là que se situe une partie de ce qui distingue la Belgique de la France: chez nous, on ne considère pas qu'un État impartial peut dire le vrai. Il lui appartient d'ordonner, d'agencer les paroles catégorielles existantes.

Vous évoquez l'affaiblissement des piliers. Pourquoi?

Les élections législatives du 24 novembre 1991 ont été marquées par une avancée substantielle de l'extrême droite qui, traditionnellement, dénonce ce qu'elle appelle les «copinages» du système des piliers. Dans la foulée de ce scrutin, la critique des piliers s'est amplifiée, notamment lors de la transformation du PVV en VLD, caractérisée par une avancée idéologique de l'individualisme libéral au détriment de l'appartenance communautaire. Voyez le «Manifeste du citoyen» écrit par Guy Verhofstadt en 1992. Par ailleurs, on constate un affaissement de la cohésion interne des piliers: les divers groupes qui les composent –partis, syndicats, mutuelles...– s'éloignent les uns des autres. On peut dire aujourd'hui que, en général, les grandes familles et les grandes organisations partageant une vision collective

En Belgique, les organes consultatifs sont composés d'organisations dites représentatives. Quelle est la substance de cette représentativité?

Les groupes constitués qui participent à ces organes sont dits «représentatifs» parce que l'État les reconnaît comme tels dans la mesure où il juge qu'ils sont l'expression de valeurs, de courants, d'intérêts à

des relations «incestueuses» avec l'État et les partis politiques. Dans cette acception, les syndicats, par exemple, ne font pas partie de la société civile. N'y figurent en somme qu'une poignée d'organisations et d'associations, généralement récentes et souvent contestataires.

Ces structures, les ONG principalement, vont-elles être associées d'une manière plus institutionnelle au processus de la décision politique?

Il est trop tôt pour dire si elles vont demeurer en marge ou entrer «dans le système». Mais il est clair que c'est bien là leur vocation. D'ores et déjà, d'ailleurs, on voit certaines d'entre elles participer à diverses tables rondes, à des organes consultatifs comme le Conseil fédéral du Développement durable (CFDD) ou souhaiter leur présence dans des organes paritaires comme le Conseil central de l'économie (CCE).

Le «système belge» est-il toujours adapté au monde contemporain souvent rythmé par des agendas politiques aux enjeux considérables mais parfois très serrés comme dans le cas de l'AGCS?

Dans de tels cas de figure, notre système n'est pas le mieux adapté. C'est sa complexité qui est en cause. Notre modèle est «bottom-up»: il fait remonter les éléments de la décision du fond de la société. Cela dédramatise les débats. Mais nous rend un peu désarmés face à des machines comme l'OMC...

Le mouvement altermondialiste entend, lui, rompre avec ce modèle qu'il regarde comme un ronronnement stérile. Qui a raison?

Dans le cas d'enjeux énormes comme l'AGCS, on ne réagit en tous cas rentablement que si l'on s'appuie sur une solide réflexion sédimentée dans le temps long...

Oui, mais le calendrier de l'OMC ne laisse précisément pas ce temps au temps?

C'est pourquoi les altermondialistes devraient s'appuyer davantage sur le mouvement syndical et ses organisations connexes pour inscrire leurs thèses dans la continuité de la pensée séculaire du mouvement ouvrier et s'imprégner de son puissant corps de doctrine pour nourrir leur argumentaire.

Dernières publications du CRISP

- Vincent de Coorebyter, *La citoyenneté*, n°56, 2002, 7,50 €.

Cet ouvrage vient d'obtenir le Prix Jeunesse et Éducation permanente de la Communauté française qui a également distingué *Cuba Especial* publié par l'asbl Quinoa; un livre original, composé de textes philosophiques ou poétiques bilingues (français-espagnol) et de documents photographiques originaux (voir nos articles à propos de Cuba pp. 16-19).

- Anne Vincent et Marcus Wunderle, *Les acteurs économiques de la culture*, n°57, 2002, 7,50 €.

CRISP - Tél: 02/211.01.80 - email: crisp@cfwb.be

Il y a une multiplication de chicanes judiciaires qui induit une sorte de démocratie directe par défaut: modifier des normes via la jurisprudence.

Magritte, *Golconde*, 1953, huile sur toile, 80,7 x 100,6 cm, *The Menil Collection*, Houston, D. R., © ADAGP, Paris 2003.

se fissurent de partout. Des processus multiformes de désaffiliation sont à l'œuvre. Songeons à la volatilité des votes.

À côté du référendum, des manifestations, des sondages, des comités de défense, etc., constate-t-on des formes émergentes de démocratie directe en Belgique?

Deux mécanismes y sont plus ou moins en développement: les consultations populaires aux niveaux communal et provincial inscrites dans la Constitution, d'une part, et le recours au droit, d'autre part. La première forme a été peu utilisée jusqu'à présent, mais il existe une volonté d'étendre le procédé à d'autres niveaux de pouvoir. Dans le second cas, il s'agit essentiellement de la possibilité légale qu'ont des individus ou des groupes qui s'estiment gravement lésés de faire casser des arrêtés royaux par le Conseil d'État et des lois par la Cour d'arbitrage pour abus de compétence ou anti-constitutionnalité. Il y a donc là une multiplication de chicanes judiciaires qui induit une sorte de démocratie directe par défaut: modifier des normes via la jurisprudence. Ce phénomène va probablement s'amplifier.

En Belgique, les organes consultatifs sont composés d'organisations dites représentatives. Quelle est la substance de cette représentativité?

Les groupes constitués qui participent à ces organes sont dits «représentatifs» parce que l'État les reconnaît comme tels dans la mesure où il juge qu'ils sont l'expression de valeurs, de courants, d'intérêts à

Le grand retour de Radio Corbeau

Maître Clouzot sur son arbre perché termina son «Corbeau» en pleine Occupation. Mère Rumeur par l'odeur alléchée s'était mise à verser dans la délation... Puis le temps a passé, on retrouva raison et vite on oublia la collaboration...

Hheureusement, aujourd'hui, «Radio Corbeau» émet à nouveau. Elle permet aux bons citoyens, ceux qui n'ont rien à se reprocher, d'exprimer leur civisme. Fantasme? Jean-Claude Casanova, grand éditorialiste du *Monde*, analyse ce retour annoncé à l'Ancien Régime et à son «Grand Dénonciateur»... Il a en effet lancé le

sent aller de soi: laver son linge sale en public à coups d'insultes ou dévoiler ses pires vices à la télé devant des millions de... voyageurs ("C'est mon choix" sur AB3), refuser une priorité, occuper les places de parking réservées aux handicapés... etc.)..

Dans ce contexte politique de «proximité» qui semble tant séduire nos autorités (surtout du nord du pays), les «bons citoyens» sont invités, de manière souvent sinuose, à communiquer aux forces de l'ordre ce(ux) qui leur paraîtrai(en)t suspect(s) dans leur quartier...

On ne considère plus comme «délirant» de penser que, bientôt, de véritables milices privées pourraient venir arpenter les rues, à la recherche de cette fameuse «insécurité»... et en vivre parfois grassement.

En Belgique, des listings de mauvais payeurs et de mauvais locataires sont d'ores et déjà gérés par des firmes privées, et revendus à d'autres firmes ou

citoyens au-dessus de tous soupçons, bien entendu. La récente affaire *Check Point* de l'Office des Propriétaires l'atteste...

Les médias et la délation

La délation constitue une source d'inspiration intarissable. Henri-Georges Clouzot la «célèbra» (si l'on veut...) dans son inquiétant *Corbeau* (1943).

Extrait du livre *Bestiaire, l'animal dans l'art* (La Renaissance du Livre, Belgique, 2001).

25 septembre dernier, un véritable cri d'alarme contre cette institutionnalisation (re)naissante de la délation anonyme.

Il évoque tout d'abord ce contexte de crise morale (et économique) que nous traversons, et qui contribue à augmenter le sentiment d'insécurité tout en abaissant le seuil de tolérance: «Nombre de choses qu'on ne se serait pas permis naguère paraîtront...»

Le grand cinéaste français, auteur des *Diaboliques*, du *Salaire de la Peur* ou encore du *Quai des Orfèvres*, filma, bien avant Chabrol et Cantet, l'indicible, la trahison humaine, ce moment où certains êtres humains «tombent le masque» et versent dans la délation, l'abjection la plus noire... sans contrainte, et sans y être forcés. Juste par médiocrité haineuse.

Simenon et Brel (*Ces Gens-là...*, *Les Bonbons*) ont bien appréhendé cette réalité, eux aussi. Tous savaient déjà avant d'écrire, de filmer, de chanter, que l'homme est capable du meilleur mais aussi du pire... La rumeur et les chuintements des commères, la dénonciation, la calomnie et la diffamation sont les armes éternelles de celles et ceux qui ont déjà revendu leur âme... à un bon prix? C'est à voir...

Parfois, la société réagit: le mobbing¹ est l'un de ces phénomènes délétères.

La nouvelle loi contre le harcèlement qui semble, comme on l'a écrit, courir davantage après les moeurs que les précéder, permettrait, dit-on, de poursuivre pour harcèlement les harpies de bureau et autres «bons voisins» vaguement (ou outrageusement) malveillants. Il devrait devenir plus difficile aux employeurs de pousser à bout, via sous-chefs de bureau interposés, certains de leurs employés dont le licenciement leur coûterait trop cher. Devrait.

Télé-corbeau

Mais, il existe aujourd'hui d'autres médias, boostés par la pub, l'audimat et les grands groupes de presse multinationaux. Ceux qui ont le pouvoir et dont le but n'est pas de dénoncer la dérive... mais de l'exploiter pour en faire de l'argent.

Dénoncées par certains médias de valeur, autant écrits que télévisuels (on pense aux terribles films de Laurent Cantet: *Ressources Humaines, L'Emploi du Temps*), la nouvelle «rumeur» entrepreneuriale et les autres techniques appliquées de dénonciation et de rabaissement de l'homme sont, par contre, glorifiées par la «télé-réalité», qui est par ailleurs tout sauf «réelle». De pauvres bougres pensent -enfin- pouvoir s'y révéler, s'exposer comme ils sont (hélas), revendiquer, se plaindre...

dénoncer le «coupable» de leurs maux. Ils étaient sur la place publique tout le sordide de leurs pauvres vies. Quand il ne s'agit pas d'acteurs et d'actrices engagés et payés pour simuler la sincérité des sentiments: AB3 et VT4 se sont spécialisées dans le genre!

Repentance! Repentance? (sic)

Les pouvoirs publics ne paraissent pas très sensibilisés aux dangers que véhicule cette nouvelle idéologie de la «délation constructive». Au contraire, ils sont tentés de surfer sur cette vague poujadiste, très populaire auprès d'une certaine frange de la population. Les élections approchent, et des velléités «collaborationnistes» voient le jour, surtout sous l'impulsion des partis flamands tous confondus (hormis Agave). Ils oublient que les gens préféreront toujours l'original (le Vlaams Blok) à la copie.

En 2002, on a oublié depuis longtemps les conséquences désastreuses de la délation anonyme des années 30-40, juste un mauvais souvenir sans doute. Radio-Corbeau -ou plutôt Télé-Corbeau, honneur à la modernité- a rouvert ses ondes!

La Liste Noire a remplacé celle de Schindler

Signe des temps et du retour des pulsions: le syndrome de la liste noire. Employés, journalistes, personnel communal, indépendants... universitaires: personne n'y échappe! «On» a décidé de mettre telle ou telle personne sur cette «liste» des dérangeurs professionnels et autres empêcheurs de penser en rond.

Mise à l'écart, confinement dans des tâches subalternes, brimades systématiques: la victime qui «est» sur cette «liste noire», échafaudée par la rumeur et nourrie par la délation, n'est au courant de rien. Il fut un temps où l'on élaborait des listes pour sauver des gens. La «liste noire», sorte de tumeur cancéreuse née du triomphe du sentiment d'insécurité, en est la version inversée et pervertie. Avec de beaux jours devant elle...

Le plus grave, c'est que cette tendance humaine «populaire» déteint à présent sur l'institutionnel.

C'est en 2000 (sans doute un lendemain de fête...) que divers pays européens ont en effet décidé de donner une nouvelle chance à la délation en développant la notion -légale- de «témoin anonyme» (encore appelé «protégé»), sans parler des «repentis», un terme éminemment chrétien s'il en est!²

La publicité des débats, réclamée à cor et à cri par la télé poubelle, laisse dans les couloirs feutrés des palais de justice la place au secret, porte ouverte à tous les dérapages antidémocratiques...

Avec une coïncidence troublante, tous les pays européens ont commencé à légiférer. «Les lois du 15 novembre 2001, puis du 4 août 2002, ont célébré, en France, cette «nouvelle ancienne tradition» de la dénonciation anonyme.

Entre autres «évolutions», on peut y lire que le témoin anonyme ne devrait pas pouvoir être poursuivi quant au fondement de sa déclaration, ni comme faux témoin. La tentation de pouvoir calomnier sans aucun risque une, ou des personnes auxquelles on aimerait pouvoir nuire est donc bien là!» dénonce J.-P. Casanova.

Faites ce qu'on vous dit mais pas ce qu'on fait!

«Vouloir combattre la pègre ou les casseurs, voilà qui est bien naturel et même justifiable. Il s'agit aussi de l'ordre public. Mais pousser les gens à la délation (tout en leur garantissant une impunité de fait) est un acte irresponsable. Croit-on que l'on gagne le respect des jeunes des banlieues -puisque les législateurs dans l'un et l'autre cas n'ont pas caché leurs préoccupations et leurs intentions- en construisant une société dans laquelle, d'un côté, les professeurs d'éducation civique (ndlr: de morale...) enseigneront que les citoyens ne doivent pas dissimuler leurs actes publics, tandis que, de

l'autre côté, des policiers et des magistrats inviteront à témoigner en assurant que nul, sauf eux-mêmes, ne connaîtra l'auteur du témoignage?».

Le monde des médias est également attaqué de front. Certains magistrats sont tentés par les perspectives entrouvertes par cet effondrement des limites, autrefois intouchables, de nombre de libertés. Ils commencent dès lors à traîner les journalistes

Les parents du petit Grégory Villemin, victimes d'un «corbeau» qui n'a jamais pu être désigné.

¹ Olivier Swingedau, «Qui a peur de l'erreur humaine?», *Espace de Libertés* n°301/mai 2002.

² Sources
En Belgique, voir la Loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins, publiée le 31 mai 2002 sous dossier n°2002-04-08/51. Entrée en vigueur: 1^{er} novembre 2002 (art. 17). À consulter sur <http://www.just.fgov.be>

La Délation, un archaïsme, une technique, par J. Hassoun et N. Czechowski, éd. Autrement, collection Mutations Poche n°5, 1992.
La Dénonciation, par André Parinaud, éd. Anne Sigier (Fr.), essai.

Olivier Swingedau

Le centenaire de Simenon

Le goût du péché

Anticlérical, obsédé sexuel, misogynie, nouveau riche rutilant...

Simenon est l'homme de tous les excès quand l'écrivain, lui, n'en remet jamais. Pour fêter son centenaire, La Pléiade accueille celui qui boudait les belles-lettres, qui le lui rendaient bien.

Simenon, dit un de ses biographes, est «un homme connu surtout pour sa notoriété». À sa mort, ce fut un alignement de chiffres, de records, de performances. On sut tout du nombre de ses déménagements (33), de ses femmes (3, plus la cuisinière), de ses coucheries (10 000 «femelles» selon l'intéressé, parmi lesquelles 8 000 «professionnelles»), de ses publications (200 romans publiés sous son nom et autant sous 15 pseudonymes). Businessman autant qu'écrivain, Simenon fascinait, et prenait grand soin à faire parler de lui. «L'écrivain s'effaçait derrière le phénomène». À travers les nombreuses publications de ces derniers mois, le père de Maigret révèle autant de défauts que de qualités. Car s'il a créé un style, et des romans qui ont inspiré d'excellents films au cinéma français, réalisés par les plus grands (Marcel Carné, Henri Verneuil, Claude Autant-Lara, Pierre Granier-Deferré, Bertrand Tavernier, Claude Chabrol), s'il a fait d'un commissaire mou, rustre, statique, un héros qui a encore et toujours les honneurs de la télévision, Simenon n'en est pas plus sympathique. Manquant singulièrement d'humour, cet hypocondriaque (sic) était

dans le désordre: égoïste, misogyne, obsédé sexuel, antisémite, fabulateur, opportuniste, maniaque, alcoolique, peu porté sur la littérature (celle des autres) et abominablement nouveau riche. Le peintre Vlaminck qui le fréquente, s'amuse des plaisirs ostentatoires de Simenon, devenu grand bourgeois en pleine période du Front populaire. «Il a un goût marqué pour ce qui distingue socialement l'homme riche du premier venu». Et à propos de son goût douze, le couturier Armani dit de ses tenues vestimentaires, «il est excentrique avec cette inélégance belge qui lui fait mélanger les styles de curieuse façon»!

La faute à sa mère, a-t-on envie de dire. Ces deux-là se détestèrent cordialement. Celle qui inspira plusieurs personnages est en réalité *Le Chat*, immortalisé par Simone Signoret, tyrannisant son petit monde jusqu'à son dernier souffle. Henriette Brüll, qui a connu la misère honteuse, en a développé une rapacité, un orgueil et une dignité revêches. Tout est dans l'apparence, aux locataires de ses chambres meublées reviennent les bons morceaux, aux siens, les restes. Par son catholicisme étriqué, sentant le rance, elle donne très vite à Georges le goût d'aller voir ailleurs, du côté de l'école des filles notamment. La notion de plaisir et le goût du fruit défendu remplacent bien vite la notion de faute et de péché. À quatorze ans, il jette sa gourme, quitte les bons pères jésuites, et abandonne les études à seize ans. Il déclarera plus tard, «le catholicisme est une religion dictatoriale et je suis aussi anticatholique, autant qu'on peut l'être. Leur hypocrisie est immonde». La vie l'attend; le Petit Sim entre avec voracité en journalisme le jour, aux bordels la nuit, et commence à concevoir son existence telle qu'il la rêve. À l'opposé de la morale et des idéaux de la petite bourgeoisie. Sa mère avait pour ambition de le voir devenir pâtissier loin des quartiers malfamés d'Outremeuse où il se sent chez lui. Il finira

millionnaire en Suisse, dans une maison gigantesque, accueillante comme une clinique psychiatrique, et arborant sur le portail le \$ de dollar. Dans sa bibliothèque, ses romans traduits dans toute les lan-

Un rectificatif de François Perin

Rendons à César...

Dans l'article «Oui, le pacifisme peut être concret» (*Espace de Libertés* n°306/Décembre 2002, pp. 26-27), l'auteur, Julien Dohet, évoquait le livre de Jean Van Lierde et Guy De Bosschère, *La guerre sans armes* (Luc Pire-Karthala). À propos de la phrase «... la loi fondamentale du Congo indépendant fut rédigée par François Perin», François Perin tient à faire la rectification suivante: «C'est évidemment une erreur, écrit-il, (qui) provient sans doute du fait que j'ai été chargé d'expliquer cette loi au mois de mai 1960 aux étudiants de l'Institut politique congolais. (...) La responsabilité de la rédaction de la loi est à imputer au ministre des colonies de l'époque, Auguste Deschrijver. (...) Non seulement je n'ai pas rédigé cette loi mais en outre, je la trouvais assez maladroite parce qu'elle reproduisait la dualité chef d'État-Premier ministre. (...)». Si J. Van Lierde dément avoir écrit cela, cette mention apparaît non pas dans le texte lui-même mais bien dans l'index des noms cités dans le livre.

gues, et des ouvrages de psychologie, de psychanalyse.

«Le sentiment poétique de la vie moderne»

En 1922, c'est dans les colonnes de *La Gazette de Liège* (sic) qu'il fait ses classes de romancier, passant de la chronique urbaine à des textes plus polémiques; il écrit de sang-froid, «le juif international est le principal problème mondial». Au début de la guerre, son frère est un rexiste vaincu. Simenon, lui, sera plus attentiste, publant sans discontinuer et livrant des scénarios à des firmes cinématographiques sous contrôle allemand. Pas plus. Légèrement inquiété en 1945, il quitte prestement la France pour les États-Unis; il aurait simplement pu le faire plus tôt. Sa première femme Tigy l'accompagne. Il l'a épousée à l'église en 1923, alors qu'elle est aussi farouchement athée que lui «et ne jure que par Zola». Mariage d'amour autant que pratique, «pour ne plus perdre de temps à préparer ses repas», écrit-il à sa mère, et de préciser le prix exorbitant d'une femme de ménage à Paris! Il est vrai qu'il écrit à tour de bras, contes et nouvelles, plus de mille en neuf ans et un roman par mois. Il passe onze d'heures d'affilée à sa table de travail, produisant quatre-vingts pages par jour... Il se dit même prêt à écrire un livre de commande en une semaine, enfermé dans une cage de verre, avant de comprendre que cette publicité tapageuse lui nuirait. Sa rapidité d'écriture est telle qu'Hitchcock répondit un jour au téléphone à celle qui l'éconduit d'un «désolé, Monsieur Simenon écrit un roman» par ce mot: «Bon, j'attends». N'empêche, si Gallimard marche, c'est grâce à Simenon qui vend mieux que Michaux ou Max Jacob et seuls les libraires se plaignent qu'il publie trop. Pas le public, qui le suit tout comme Gide, Marcel Achard, Mauriac, Bernanos, Colette et Cocteau, les rares confrères qui admirent haut et fort son écriture, ses atmosphères. Il leur en sait gré mais ne se croit pas obligé pour autant de les lire. Pas le temps. La critique littéraire lui reproche sa facilité, sa lisibilité (!), ce style qu'elle juge bâclé. Qu'est-ce donc ce style, unique, qui fit école? Pour Jean-Baptiste Baro-

nian, grand spécialiste du roman noir, le «sentiment poétique de la vie moderne», c'est ce qu'exprime aussi l'œuvre entière de Georges Simenon. Car ce qui importe le plus dans ses romans, ce n'est pas le crime qui est commis, la recherche de l'assassin, la dénonciation du coupable, (...) que le halo de pénombre, le clair-obscur des décors au sein desquels vont et viennent ses innombrables personnages, (...) cet obsédant orchestre nocturne accompagnant chacune des histoires que Simenon raconte, cette extraordinaire photographie des brumes et des brouillards que ce soit le long d'un canal (...) ou au petit matin à

Sophie Creuz

SCIENCES EN SCÈNE

L'apprentissage par l'action

En optant pour l'opération **Sciences en scène** dans le cadre des traditionnelles **journées de l'enseignement officiel**, les associations organisatrices* ignoraient que, quelques mois plus tard, l'actualité allait souligner combien ce choix avait été judicieux.

Certes, chacun savait, de longue date, que les lacunes en langue maternelle étaient importantes et causes de multiples échecs dans l'enseignement supérieur. Nous savions également que l'attrait des jeunes pour les sciences plafonnait, en Communauté française, sous la barre des moyennes internationales. Des études plus fouillées ont mis ces faiblesses en évidence avec plus d'acuité encore qu'à l'époque de ces choix, notamment l'enquête PISA organisée par l'OCDE (voir *Espace de Libertés* n°306/décembre 2002). Bien que les résultats ne soient pas aussi catastrophiques que ce que prétendent certains, les performances de nos jeunes de 15 ans révèlent de graves lacunes tant au niveau des compétences en langue maternelle qu'en sciences. Le Parlement de la Communauté française a d'ailleurs débattu de ces questions et notamment préconisé la généralisation de l'activité théâtrale pour tenter de remédier à la situation.

Les équipes classées premières lors des sélections régionales (maternel, primaire, secondaire et supérieur) se rencontreront pour la finale

le 22 mars à 14h30

à Bruxelles au Botanique, centre culturel de la Communauté Wallonie-Bruxelles

Le rôle des organisateurs se limitera modestement à proposer et organiser des activités offertes aux écoles et qui leur semblent participer à l'action éducative: éveiller des vocations, susciter l'envie d'apprendre, faire éprouver l'extraordinaire plaisir de la création, favoriser le goût du travail bien fait... Au moment où nos voisins français consacrent un colloque à l'ennui à l'école, ils pensent que l'activité qu'ils proposent, en favorisant l'apprentissage par l'action, contribue à installer, chez le jeune, une autre vision de l'institution scolaire. Ils savent cependant que, sans la disponibilité et le dévouement des enseignants, rien n'aurait été possible: ceux-ci auront contribué à démontrer le dynamisme et la qualité de l'enseignement officiel.

Réservation obligatoire:

Bernadette Schyns - Tél. 02/627.68.10 - email: bschyns@ulb.ac.be

* Centre d'Action Laïque (CAL); Conseil de concertation de l'enseignement officiel (CCEO); Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement officiel (FAPEO); Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente (LEEP).

Bibliographie:
Simenon ou le roman gris par Jean-Baptiste Baronian paru chez Textuel qui publie aussi un bel album, *Passion Simenon, l'homme à romans*, signé Baronian et Michel Scheppens.

Simenon malgré lui, un essai d'Anne Richter qui cherche l'homme dans ses romans (Renaissance du Livre).

Les éditions de l'Octogone publient *Sur les races de Simenon dans Liège* de Christian Libens. Les éditions Omnibus publient *L'intégrale de ses œuvres, avant La Pléiade...*

Simenon, jeune journaliste, Jacques Lemaire, éd. Complex, 2003. Du 14 février au 28 septembre se déroule à l'Espace Tivoli, place Saint-Lambert à Liège une vaste exposition Simenon.

Non, Franz, tu n'es pas seul

Quand un créateur aimé s'arrête d'inventer, l'âge venu, ce n'est pas sans regret que l'on se résigne à voir sa source se tarir, qu'il considère avoir tout dit ou qu'il estime le temps venu de goûter aux joies de la retraite. Comme les acteurs, les auteurs de BD meurent souvent en scène ou, en tout cas, le pinceau encore à la main. Ce ne sera pas le cas du génial Franz, frappé en pleine course, à cinquante-quatre ans, à l'apogée d'une carrière qui promettait encore plein de belles histoires.

Sans doute, les historiens le classeront-ils souvent dans la catégorie des brillants seconds couteaux et le grand public ignore-t-il son nom en se souvenant davantage de Jugurtha, le personnage qu'il reprit des mains de Hermann sous la plume de Jean-

Luc Vernal (alors rédac-

teur en chef de l'hebdo

Tintin)... Ce sera

injuste, car le talent de

Franz Drappier eût

mérité davantage de

renommée. Jeune

créateur, il avait fait

ses gammes sur le

canevas imposé des

Belles histoires de

l'oncle Paul pour

Spirou. L'aventure

Jugurtha fut plus person-

nelle: il arriva à ne pas

faire regretter le trait flam-

boyant de Hermann et

donna un cœur et une

âme de fiction à la réalité

du personnage historique,

roi de Numidie. Déjà, son

inspiration naturaliste et expressionniste s'exprimait superbement: paysages grandioses, scènes théâtralisées de batailles et surtout de superbes chevaux. Sans doute leur représentation sera-t-elle la clé de son œuvre, lui dont la vie se partageait entre la création et la fréquentation de nos frères équidés. Une proximité qui allait au-delà de l'anecdote, tant il montra que les chevaux, leur connaissance et leur pratique furent des clés de l'histoire des peuples.

Originalité de l'époque (1976), le roi numide n'est plus seul, mais se voit

flanqué d'une comparse féminine, Vania, dont le goût pour la lutte et l'indépendance va l'affirmer au-delà du simple faire-valoir traditionnel. Comme Laureline auprès de Valérian, le franc-parler du personnage, sa libre critique des actions du héros et surtout de son machisme feront de Vania un personnage à part entière, qui finira parfois par éclipser le héros présumé principal. Franz révéla aussi qu'il pouvait dessiner superbement le corps féminin, sans le dénuder sans raison et sans en faire une pin-up.

Dessinateur et conteur de talent

Il est peu de dessinateur de son talent qui ait aussi un talent de narration: avec Lester Cockney, créé dès 1979 en solo, il prouve le contraire. Lester, jeune Irlandais engagé de force dans l'armée anglaise et expédié contre son gré aux Indes, est roux, hâbleur, rusé comme un renard. Tout de suite, le lecteur partage son indignation, ses faiblesses, son désespoir mais aussi ses coups de gueule et les terribles courses où homme et cheval s'unissent pour finir mêlés comme en un centaure fumant. Sans doute la répétition du même schème narratif en trois temps (le héros est heureux, son bonheur est brisé par des ennemis ou par l'adversité, sa lutte courageuse est vouée à la frustration) pourrait-elle laisser poindre la lassitude. Mais la virtuosité du dessin et l'ingéniosité des rebondissements effacent cet écueil de ces histoires.

En dehors de ses séries, il aimait aussi prêter son pinceau à des projets spécifiques. Seul un bouquiniste bien achalandé pourra vous procurer 1830, *la Révolution belge* paru en 1980 au Lombard sur un scénario de Vernal. Mais aujourd'hui, quand je songe aux combats autour du palais royal de Bruxelles, ce sont les dessins de Franz qui me reviennent en mémoire...

Jusqu'alors cantonné dans l'histoire, il fit irruption dans l'époque contemporaine avec le très étrange et très dérangeant *Thomas Noland*, chez Dargaud. Ce scénario de Daniel Pecqueur montre toute l'inanité de la guerre en parcourant l'histoire con-

temporaine des États-Unis, et spécialement le bourbier de la guerre du Viêtnam. Mélant cauchemar et réalité, vision et fiction, la série de cinq albums est un peu à la BD ce que fut *Apocalypse now* au cinéma. Cockney avait montré la folie colonialiste, Noland montrait l'horreur de la guerre. Franz mit toujours en avant la dénonciation de la veulerie, de l'appât du gain, de la lâcheté des grands et du courage moral des petits. Quitte à verser dans la caricature...

Son dessin définitif gardait les traces du crayonné, de la vibration du trait, assez loin d'une ligne délimitée qui aurait enfermé la fougue de ses personnages. Après *Noland*, il dessina en 1987, *Poupée d'ivoire*, des aventures extrême-orientales dont les personnages forment à nouveau un couple. Mais le personnage féminin, une jeune Chinoise, est d'emblée l'héroïne principale, qu'un barbare au charme incontestable mais que l'on a du mal à distinguer des traits de Jugurtha suit... comme un faire-valoir. Ayant fait tomber ce tabou, il n'hésite pas à mettre en scène des images d'un érotisme torride, sensuel, où son rendu de l'union des corps atteint littéralement le toucher et l'odeur...

Héroïne très forte aussi dans l'adaptation de *Hannah* d'après Paul-Loup Sulitzer. Cette adaptation d'une histoire dont l'héroïne est manifestement inspirée de la Scarlett d'*Autant en emporte le vent* (le judaïsme et les pogroms en plus) est injustement méconnue. Sous le pinceau de Franz, jamais ne fut davantage démontrée la détermination de la petite fille blessée à diriger dorénavant son destin et le monde qui l'entoure.

Franz n'avait pas toujours les éditeurs qu'il méritait: son *Brougue* s'ensilla dans les péripéties de l'éditeur Blanco et sa reprise de Jerry Spring, pourtant brillante, coula avec les éditions Alpen. Les splendides *one-shots* qu'il avait réalisés pour le Lombard et Dargaud, *Irish Melody*, qui évoque en fait l'enfance de Lester Cockney, *Shamrock Song* et *Wyoming Doll* n'en donnent que davantage de prix à ces chefs-d'œuvre. On pensait encore recevoir de lui de nombreuses lettres de l'imaginaire, un flot d'images de belles à aimer et à admirer. La camarade en a voulu autrement. Mais, à sa place, on surveillerait, là-haut, ses blanches cavales: nul doute qu'un certain Franz les enfourche pour les dompter un de ces jours. ■

Frédéric Soumois